AFRICAN SCHOOL OF ECONOMICS

UNHCR
The UN Refugee Agency

Réfugiés au Nord de la Côte d'Ivoire : Une Analyse Socio- Ethnographique

Rapport final

Avertissement / Disclaimer

Cette étude socio-ethnographique a été réalisée par l'African School of Economics pour le compte du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Les analyses et conclusions présentées relèvent uniquement de la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de l'UNHCR ou de leurs partenaires. Toute utilisation ou reproduction de ce rapport doit reconnaître cette institution comme commanditaire du projet.

Remerciements

Nous tenons tout d'abord à exprimer notre profonde gratitude au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) pour avoir commandité et soutenu cette étude, et pour la confiance accordée à l'African School of Economics (ASE) dans la conduite de cette recherche sur la situation des réfugiés au Nord de la Côte d'Ivoire.

Nous remercions particulièrement le Directeur de la DAARA, son staff et les points focaux sur le terrain pour leur accompagnement administratif, logistique et technique. Leur implication a largement facilité la collecte et le traitement des données.

Nous exprimons également notre reconnaissance à toutes les autorités locales, les représentants institutionnels, les organisations non gouvernementales et les communautés réfugiées et hôtes qui ont généreusement accepté de partager leur temps, leurs expériences et leurs points de vue ; sans leur collaboration, le terrain n'aurait pas été possible.

Nos remerciements les plus chaleureux vont particulièrement aux communautés réfugiées et aux populations hôtes dont les témoignages constituent le socle de cette analyse. Les 48 participants aux focus group, les leaders communautaires, ainsi que les femmes et les jeunes qui ont fait preuve d'une remarquable ouverture et d'une confiance précieuse.

Nous saluons enfin le professionnalisme et le dévouement de l'équipe de recherche de l'African School of Economics (ASE), des enquêteurs de terrain (modérateurs, co-modérateurs, rapporteurs), des assistants, ainsi que tous nos collaborateurs de l'université de Bouaké, et bien évidemment, toutes les personnes qui ont participé à la réalisation de cette étude.

Préface

> *“*
> *La connaissance d’autrui est une porte ouverte sur soi-même;*
> *c’est en apprenant à écouter les autres que l’on découvre sa propre humanité.*
> *”*

Inspiré d’Amadou Hampâté Bâ

Derrière chaque donnée sur les réfugiés et demandeurs d’asile se trouvent des trajectoires de vie, des appartenances, des savoirs et des aspirations. Comprendre ces dimensions humaines est essentiel pour appréhender les réalités complexes des territoires d’accueil et des populations qui les composent, mais aussi pour mieux définir les réponses à apporter et renforcer notre redevabilité. Chaque réfugié emporte avec lui une part de sa culture et de son identité, laquelle se transforme et s’enrichit au fil des déplacements, devenant multiple à mesure qu’il s’éloigne de son lieu d’origine. Reconnaître cette dynamique nous aide à concevoir des solutions qui respectent la dignité et la singularité de chacun.

Les présents rapports anthropologiques (Bénin, Côte d’Ivoire) complètent les analyses socio-économiques produites par le HCR en adoptant une approche différente mais complémentaire. Là où les données socio-économiques décrivent les conditions de vie et les indicateurs matériels, l’approche anthropologique explore les significations sociales, les représentations mutuelles et les dynamiques de coexistence entre deux groupes : les réfugiés et les communautés hôtes. Elle dépasse toutefois cette seule distinction, en mobilisant d’autres grilles de lecture propres à l’anthropologie – langues parlées, récits historiques, pratiques culturelles, réseaux d’alliance – qui traversent les deux populations et structurent la vie collective selon des logiques parfois indépendantes du statut de réfugié ou d’hôte.

En se concentrant sur les régions de l’Alibori et de l’Atacora au Bénin et du Tchologo et du Bounkani en Côte d’Ivoire, les deux rapports mettent en lumière la manière dont les liens humains, culturels et symboliques façonnent la vie commune. Il révèle les facteurs favorables à la cohésion – tels que la solidarité, les alliances familiales ou les pratiques partagées – mais aussi ceux qui freinent les dynamiques d’inclusion : méfiances, différenciations identitaires ou tensions liées à l’accès aux ressources.

En restituant les logiques sociales qui sous-tendent les comportements et les interactions, l’analyse anthropologique permet d’interpréter autrement les chiffres et d’enrichir la lecture des réalités du terrain.

Les enseignements de ce rapport contribuent à une compréhension plus fine des mécanismes d'inclusion, de coexistence et de résilience dans les zones d'accueil. Ils rappellent aussi la continuité historique du Bénin et de la Côte d'Ivoire comme terres d'hospitalité, de brassage, d'ouverture et de circulation humaine, où la diversité des appartenances a toujours nourri les échanges humains, économiques et culturels.

Je salue le travail minutieux des chercheurs et partenaires, ainsi que la générosité des personnes réfugiées et des communautés hôtes qui ont partagé leur expérience. Puisse ces études nourrir une réflexion collective fondée sur la connaissance des contextes humains et territoriaux, au service d'un vivre-ensemble fondé sur la dignité, la solidarité et le respect mutuel.

Digitally signed by
Olivier Guillaume E. Beer
Date: 2026.01.12
00:00:22 +01'00'

Olivier Beer

Représentant Bureau multi-pays Côte d'ivoire, Bénin, Ghana, Libéria, Togo

Table des matières

1. Résumé Exécutif : Entre Hospitalité Traditionnelle et Défis d'Intégration **9**

2. Introduction : Dynamiques de Refuges et Recompositions Sociales au Nord de la Côte d'Ivoire **11**

2.1 Contexte de l'Étude 11

2.2 Objet de l'Étude 12

2.3 Démarche Méthodologique 13

2.4 Plan de Présentation 15

3. Histoire des Peuples, Langues et Cultures au Nord de la Côte d'Ivoire **16**

3.1 Origine et Installation des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire 16

3.2 Langues des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire 17

3.3 Organisation Sociale des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire 18

3.4 Pratiques Culturelles et Religieuses des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire 18

3.5 Dynamiques Historiques, Migrations et Transformations Sociales des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire 20

4. Qui Sont Exactement les Réfugiés au Nord de la Côte d'Ivoire ? **21**

4.1 Répartition par Sexe des Réfugiés dans les Localités Cibles 21

4.2 Répartition par Groupe d'Âge des Réfugiés dans les Localités Cibles 22

4.3 Répartition par Ethnie dans les Localités Cibles 23

4.4 Répartition des Réfugiés par Localité Cible 24

5. Les Dynamiques Sociales et Communautaires des Réfugiés dans les Communautés Cibles **25**

5.1 Organisation Familiale et Clanique 25

5.2 Structures d'Autorités 26

5.3 Modes de Résolutions des Conflits 30

5.4 Recommandations : Chefs et Autorités des Réfugiés 31

6. Les Représentations Culturelles du Déplacement et de l'Accueil **32**

6.1 Comment la Communauté Hôte Perçoit les Réfugiés 32

6.2 Suggestions d'Action : 34

6.3 Comment les Réfugiés se sentent Perçus par leur Communauté d'Accueil 35

6.4 Formes de Solidarité Internes et Relations avec les Communautés Hôtes 36

7. Les Pratiques Économiques et Modes de Subsistance **39**
7.1 Métiers et Professions Post-Migratoires 39
7.2 Répartition des Métiers par Groupe Ethnique 40
7.3 Rôles du Genre dans l'Économie dans les Localités Cibles 42
7.4 Difficultés Liés à l'Accès à la Terre et aux Ressources Naturelles 44
7.5 Participation aux Stratégies de Développement Local 49

8. Les Profils Socioculturels des Réfugiés dans les Localités Cibles **50**
8.1 Langues Parlées par Les Réfugiés Selon la Localité 50
8.2 Pratiques Religieuses 52
8.3 Normes Éducatives et de Santé 53
8.4 Rituels, Alimentation, Représentations du Corps et du Soin 53
8.5 Recommandations 54

9. Les Trajectoires Migratoires et l'Impact Psychologique **55**
9.1 Violences Vécues 55
9.2 Relations avec les Groupes Armés 56
9.3 Rôle de la Mémoire Collective 57
9.4 Recommandations 57

10. Les Déterminants Liés au Choix de la Communauté d'Accueil **59**
10.1 Proximité Géographique et Recherche de Sécurité 59
10.2 Liens Familiaux et Réseaux Sociaux 60
10.3 Liens Historiques et Socio-Culturels 60
10.4 Présence d'Autorités Publiques et de Marchés 61
10.5 Le Rôle des Réseaux Amicaux et des Rapports Humains Antérieurs 61

11. Cohesion Sociale : Opportunités et Défis **62**
11.1 Les Facteurs de Cohésion Sociale et les Règles Locales 63
11.2 Le Rôle de la Famille et des Femmes dans la Cohésion Sociale 63
11.3 Propositions Concrètes des Réfugiés pour la Cohésion Sociale 64
11.4 Le Rôle Attendu des Autorités et des Acteurs Humanitaires 64

12. Inclusion Socio-Économique **65**
12.1 Difficultés d'Accès à l'Emploi et Précarité Économique 65
12.2 Accès Limité aux Services Sociaux de Base 66
12.3 Stratégies d'Adaptation et Solidarité 67
12.4 Recommandations des Réfugiés et Perspectives 67

13. Conclusion : Vers une Résilience Communautaire Partagée **68**

14. Références **69**

15. Annexe **71**

15.1 Méthodologie de Nuage de Mots 71

15.2 Composantes des Familles Ethniques 71

Table des figures

1 **Femmes et Enfants Peuls** 8

2 **Objectifs Spécifiques de l'Étude** 13

3 **Focus Group Femmes : Refugiés et Enquêteurs à Tougbo** 14

4 **Plan de la Présentation** 15

5 **Fondements de la Culture du Nord de la Côte d'Ivoire** 18

6 **Richesse du Patrimoine Culturel Immatériel** 19

7 **Répartition par Sexe des Réfugiés dans les Localités Cibles de Notre Étude** . 21

8 **Répartition par Groupe d'Âge des Réfugiés dans les Localités Cibles de Notre Étude** 22

9 **Répartition des Réfugiés par Ethnie dans les Localités Cibles de Notre Étude** 23

10 **Répartition par Localité des Réfugiés par Localité Cible de Notre Étude** . . 24

11 **Enquêteurs avec un Groupe d'Adulte Peuls à Téhini** 36

12 **Métiers et Professions Post-Migratoires des Réfugiés dans les Localités Cibles de Notre Étude** 39

13 **Répartition des Métiers par Groupe Ethnique dans les Localités Cibles de notre Étude** 40

14 **Répartition des Réfugiés par Genre selon l'Occupation dans les Localités Cibles de Notre Étude** 42

15 **Marché Développé par les Réfugiés sur le Site de Niornigué** 43

16 **Éleveur et son Bovin en Pâturage** 44

17 **Réfugiées autour d'une Pompe d'Eau sur le Site de Niornigué** 46

18 **Répartition des Langues Parlées dans les Localités Cibles de Notre Étude** . . 50

19 **Nuage de Mots : Choix de la Communauté d'Accueil** 59

20 **Cohesion Sociale :Nuage de Mots** 62

21 **Insertion Socio-Économique des Réfugiés dans les Localités Cibles de Notre Étude : Nuage des Mots** 65

22 **Tableau des Différentes Ethnies et Leur Famille** 71

Réfugiés au Nord de la Côte d'Ivoire : Une Analyse Socio-Ethnographique

RAPPORT FINAL

Préambule

Dans un contexte marqué par l'aggravation de la crise sécuritaire au Sahel, cette étude propose une analyse socio-ethnographique des dynamiques migratoires et des interactions sociales entre réfugiés burkinabè et communautés hôtes dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire. Elle s'intéresse aux facteurs historiques, culturels, sociaux et ethnographiques influençant les choix d'installation des réfugiés, ainsi qu'à leurs perceptions, comparées à celles des autorités et des organisations humanitaires. La méthodologie repose sur des focus groups et des entretiens menés auprès de réfugiés et d'acteurs locaux, permettant de dégager les logiques de coexistence, les tensions foncières, les rapports de genre et les enjeux de cohésion sociale. L'étude vise à formuler des recommandations concrètes pour une meilleure insertion des réfugiés, la réduction des conflits communautaires et la prévention de l'extrémisme violent, en tenant compte des réalités locales. L'analyse des données s'appuie sur des outils qualitatifs avancés afin de produire une compréhension fine et contextualisée des dynamiques en présence.

Figure 1. Femmes et Enfants Peuls

1. Résumé Exécutif : Entre Hospitalité Traditionnelle et Défis d'Intégration

Contexte et Méthodologie

Face à l'afflux de réfugiés fuyant les violences djihadistes et intercommunautaires au Burkina Faso, cette étude analyse la situation dans le Nord ivoirien (Bouna, Ouangolodougou et Téhini). Elle adopte une approche méthodologique socio-ethnographique combinant des outils qualitatifs et quantitatifs, s'appuyant sur les données de la base ProGres de l'UNHCR, des focus groups, des entretiens avec des leaders communautaires ainsi qu'une immersion prolongée au sein des communautés hôtes.

Principaux Résultats

- Logiques d'Ancrage : Le choix des lieux d'installation n'est pas aléatoire. Il obéit à une triple logique : la proximité géographique immédiate pour la sécurité, l'existence de réseaux familiaux transfrontaliers préexistants, et la continuité culturelle (langues, religion, ethnies partagées comme les Lobi ou Koulango).
- Perceptions et Cohabitation : L'accueil est globalement marqué par une hospitalité bienveillante, perçue comme un devoir moral et lignager. Cependant, cette harmonie est fragilisée par des tensions latentes autour de l'accès aux ressources naturelles (eau, terres cultivables) et par la stigmatisation de certains groupes, notamment les Peuls, parfois injustement associés aux groupes armés.
- Dynamiques Économiques et Genre : Les réfugiés, loin d'être des « assistés » ; cherchent à s'insérer économiquement (agriculture, artisanat). Nombreux (60% à 80%) sont venus avec des savoir-faire, des expériences professionnelles et techniques qui sont utiles au développement de la communauté hôte. Les femmes jouent un rôle central mais complexe : elles sont des vecteurs de cohésion sociale tout en étant exposées à une grande vulnérabilité économique.
- Traumatismes et Mémoire : La mémoire collective des réfugiés est saturée par la violence vécue (villages incendiés, fuites nocturnes), créant un besoin de sécurité psychologique aussi urgent que les besoins matériels.

Pour les réfugiés de notre échantillon, la cohésion sociale s'est construite à travers des activités partagées, les cultures communes (danse, religion, habitude alimentaire), la médiation coutumière ainsi que le rôle central des femmes et des familles dans la régulation des tensions.
Plusieurs défis majeurs ressortent de l'étude. D'abord, la pression exercée par l'arrivée des réfugiés sur les ressources locales telles que la terre, l'eau et les pâturages. Ensuite, la réduction des aides humanitaires aggrave leur vulnérabilité, tandis que leur prise en compte dans les stratégies locales de développement reste limitée.

Recommandations Opérationnelles

1. Renforcement des Services Sociaux de Base : Investir massivement dans les infrastructures hydrauliques et sanitaires pour éviter que la pression démographique ne devienne un vecteur de conflit entre hôtes et réfugiés.
2. Inclusion Économique : Passer de l'assistance à l'autonomisation en intégrant les réfugiés dans les plans de développement local (formation professionnelle, micro-crédit, la création d'activités génératrices de revenus et la formalisation de l'accès à la terre formalisé).
3. Médiation Culturelle et Sécuritaire : Déconstruire les stéréotypes (notamment envers les Peuls) par le dialogue interculturel et impliquer les chefs traditionnels et religieux dans la gestion des conflits fonciers et sociaux.
4. Prise en Charge Psychosociale : Reconnaître le traumatisme comme un frein à l'intégration et mettre en place des espaces d'écoute adaptés, en respectant les mécanismes de résilience locaux comme le silence ou la religion.
5. Soutien des initiatives des femmes et des jeunes, considérées comme des leviers essentiels de cohésion sociale et de prévention de l'adhésion à des groupes extrémistes violents.

2. Introduction : Dynamiques de Refuges et Recompositions Sociales au Nord de la Côte d'Ivoire

L'Afrique de l'Ouest traverse une mutation sécuritaire majeure, caractérisée par le glissement de la menace terroriste depuis le Sahel vers les pays du Golfe de Guinée. Depuis plusieurs années, la dégradation du contexte sécuritaire au Burkina Faso a engendré des déplacements massifs de populations vers le Nord de la Côte d'Ivoire, transformant les zones frontalières en espaces de refuge et de recomposition sociale. Ce phénomène représente à la fois une urgence humanitaire et un choc sociologique qui interroge les mécanismes d'hospitalité, la résilience communautaire et les équilibres socio-économiques locaux.

Cette étude socio-ethnographique, commanditée par le HCR et réalisée par l'African School of Economics, utilise une approche mixte pour plonger au cœur des interactions humaines. Elle explore comment les réfugiés burkinabè et les communautés hôtes ivoiriennes négocient leur coexistence dans un contexte de ressources limitées, en s'appuyant sur leurs liens historiques, linguistiques et culturels séculaires. Certes, plusieurs études ont déjà analysé les problèmes socio-économiques et interactions avec les communautés locales (Danho A. G. Ghislain, 2023 ; Falcy L. et Katana C. 2025) .

Cependant, l'avantage comparatif de la présente étude est de mettre en lumière les facteurs sociologiques, ethnographiques et les dynamiques liées à la gestion efficace des réfugiés. De façon spécifique, notre analyse permet de comprendre les déterminants profonds du choix des communautés d'accueil par les réfugiés, les perceptions croisées entre « étrangers » et « autochtones », ainsi que les défis invisibles liés aux traumatismes et à l'insertion et la cohésion sociale. En analysant les structures d'autorité, les pratiques économiques et les imaginaires collectifs, cette étude vise à fournir aux décideurs des clés de lecture ainsi que des recommandations suffisamment réalistes et actualisées pour passer d'une gestion de l'urgence à une stratégie d'intégration durable et de prévention des conflits.

2.1 Contexte de l'Étude

L'Afrique de l'Ouest, comme le reste du monde, est entrée dans une nouvelle ère sécuritaire et géopolitique avec l'émergence de nouveaux acteurs transétatiques depuis « les événements du 11 septembre à New York et Washington ont marqué un tournant majeur quant à la place du terrorisme dans les préoccupations internationales » (Cilliers, 2004).

Des facteurs tels que l'instabilité politique, la fragilité des États, la grande pauvreté des populations, le chômage des jeunes, les conflits intercommunautaires, les frontières poreuses, l'existence de trafics illicites et la faiblesse de la coopération internationale ont favorisé l'expansion du terrorisme en Afrique de l'Ouest.

Cette menace diffuse et grandissante, après avoir tissé ses réseaux notamment dans les pays de l'espace sahélo-saharien comme le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le bassin du lac Tchad et pris une forme endémique au Nigéria, s'étend depuis plusieurs années vers les pays côtiers tels que la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin et le Ghana, tour à tour touchés par l'activité de groupes comme Ansar Dine, Boko Haram et l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP). Ces groupes terroristes, a priori autonomes et opérant dans des territoires distincts, créent parfois, selon les circonstances, des alliances qui leur permettent des échanges variés, qu'il s'agisse de logistique, d'appui technique ou d'échanges de combattants et d'informations. Toutes ces imbrications rendent particulièrement complexe la maîtrise des enjeux liés à ce phénomène. La question transversale qui découle de la problématique du terrorisme en Afrique de l'Ouest est celle de la gestion des flux de réfugiés qu'il engendre.

On assiste en effet à des déplacements de populations quittant les pays et zones en proie au terrorisme pour rejoindre des contrées plus pacifiées, peu ou pas touchées par les attaques meurtrières. À cet effet, les pays de la côte atlantique du golfe de Guinée notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Ghana accueillent par vagues successives des réfugiés. La présence de ces populations soulève des enjeux cruciaux :insertion, accroissement des vulnérabilités, cohésion sociale et parfois chocs culturels. De manière spécifique, dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire, des communautés entières de réfugiés burkinabè se sont installées, souvent dans des conditions précaires.

Cette présence pose d'importants défis en matière d'accès aux ressources, d'insertion économique et de cohésion sociale avec les populations hôtes. Si plusieurs études ont déjà analysé les problèmes socio-économiques et les interactions avec les communautés locales, la présente étude, commanditée par l'UNHCR, vise surtout à mettre en lumière les dynamiques et les facteurs sociologiques et ethnographiques qui déterminent le choix des communautés d'accueil par les réfugiés, ainsi qu'à en dégager les implications. L'objectif est de fournir aux décideurs des informations et recommandations suffisamment réalistes et actualisées pour orienter des réponses humanitaires plus efficaces aux défis liés aux réfugiés.

2.2 Objet de l'Étude

2.2.1 Objectif Général

La présente étude vise à approfondir la compréhension des dynamiques d'installation et d'interaction entre réfugiés et communautés dans les communes du Nord de la Côte d'Ivoire (notamment Bouna, Ouangolodougou et Téhini), afin de suggérer des solutions aux décideurs publics pour la résolution des problèmes que cette installation génère.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

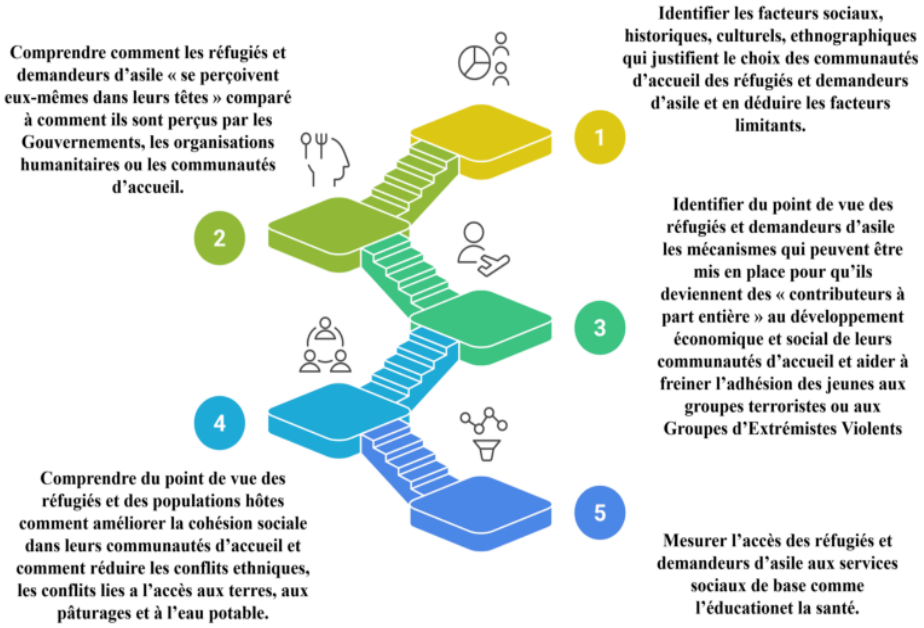

FIGURE 2. Objectifs Spécifiques de l'Étude

2.3 Démarche Méthodologique

2.3.1 Engagement des Partenaires Techniques

La première étape de notre méthodologie a consisté à collaborer étroitement avec les partenaires clés chargés de la gestion des réfugiés en Côte d'Ivoire, notamment le HCR, le Conseil National de Sécurité (CNS) et la Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides (DAARA). Le CNS nous a délivré les autorisations nécessaires pour intervenir sur les sites de Timalah et de Niornigué. De leur côté, les agents de la DAARA ont apporté un soutien déterminant à plusieurs niveaux.

D'abord, la DAARA nous a aidés à préciser la base de sondage, ou sampling frame, afin de garantir la rigueur de notre démarche. Ensuite, pour des raisons de confidentialité, ses agents ont travaillé conjointement avec l'équipe de recherche pour sélectionner les réfugiés selon les critères que nous avions définis ensemble.

Par ailleurs, les points focaux de la DAARA ont contribué à mobiliser, sensibiliser et assurer la présence des réfugiés lors des différents focus groups. Enfin, leur présence sur le terrain a facilité l'organisation logistique et renforcé la fluidité de la collecte des données. Dans l'ensemble, l'appui technique des points focaux de la DAARA a joué un rôle essentiel dans la réussite de l'opération de collecte.

2.3.2 Collecte de Données sur le Terrain

L'approche de recherche a combiné une recherche bibliographique portant sur des documents scientifiques et institutionnels concernant la situation des réfugiés burkinabè installés en Côte d'Ivoire, ainsi que la collecte de données primaires sur le terrain. La collecte des données sur le terrain s'est déroulée dans deux (2) régions :

- Boukani : Bouna, Timalah, Téhini, Tougbo
- Tchologo : Ouangolodougou, Niornigué

2.3.3 Collecte des Données

Les enquêtes sur le terrain ont duré neuf (9) jours et ont été menées par trois équipes, chacune comprenant un modérateur, un co-modérateur et un rapporteur. Ces équipes ont utilisé un guide de discussion semi-structuré, avec enregistrements audios et vidéos des discussions après obtention du consentement éclairé des participants. Un entretien a également été réalisé dans chaque commune avec un représentant local.

L'échantillonnage a été réalisé selon une méthode stratifiée, en tenant compte du sexe (hommes et femmes) et de l'âge (18-30 ans et 30 ans et plus), avec un total de cent quatre-vingt-douze (192) participants potentiels. Parmi eux, 128 ont constitué l'échantillon primaire et 64 l'échantillon de remplacement. Seize (16) focus groups ont été organisés, répartis géographiquement sur plusieurs sites : huit (8) composés uniquement d'hommes et huit (8) uniquement de femmes, chaque groupe comprenant huit (8) participants.

Cette répartition a permis de comparer les réfugiés installés dans les sites d'accueil et les zones urbaines, en mettant en perspective les différences entre le Nord (Ouangolodougou) et le Nord-Est (Bouna et Téhini).

Figure 3. Focus Group Femmes : Refugiés et Enquêteurs à Tougbo

2.4 Plan de Présentation

L'insertion des réfugiés dans le Nord de la Côte d'Ivoire repose sur plusieurs dimensions. Elle s'explique d'abord par le contexte historique et culturel des populations locales, puis par l'analyse des facteurs sociaux et ethnographiques influençant le choix des communautés d'accueil. Les perceptions des réfugiés, des gouvernements et des habitants permettent de mieux comprendre les dynamiques en jeu. L'insertion passe aussi par des mécanismes économiques, le renforcement de la cohésion sociale et l'inclusion économique et éducative, indispensables à une insertion durable.

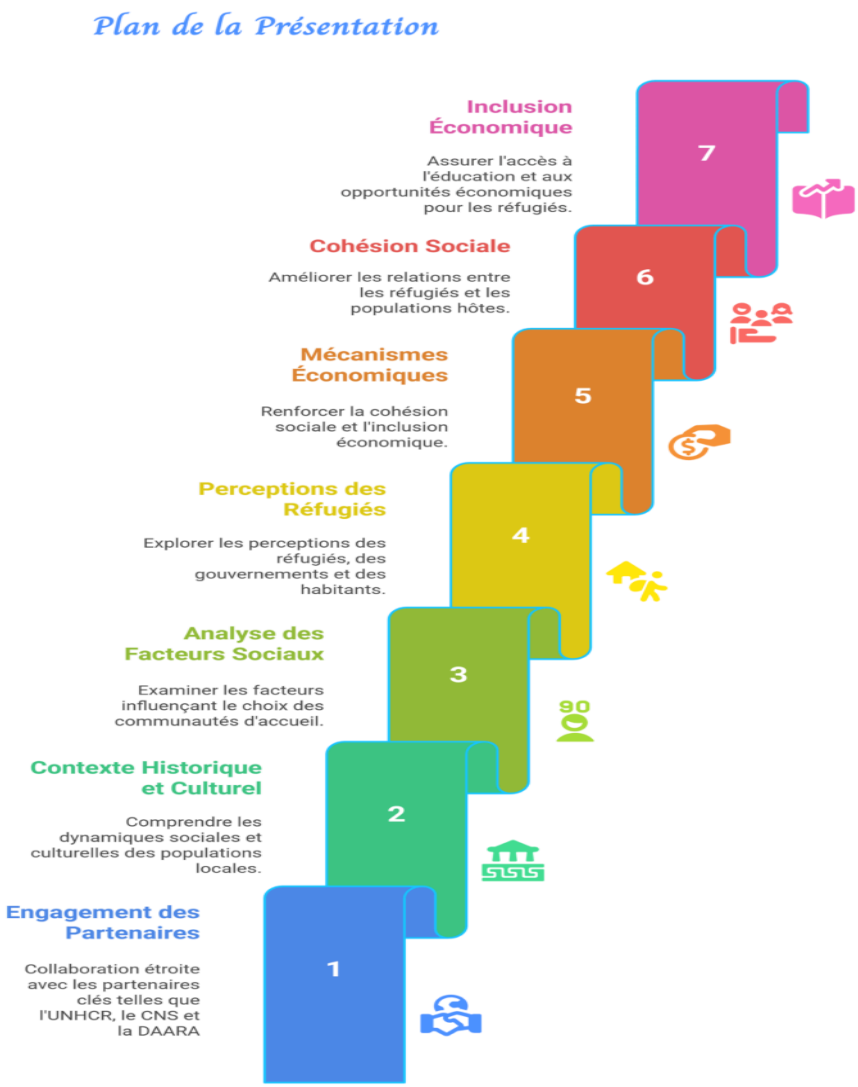

Figure 4. Plan de la Présentation

3. Histoire des Peuples, Langues et Cultures au Nord de la Côte d'Ivoire

3.1 Origine et Installation des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire

L'histoire des peuples du Nord de la Côte d'Ivoire est marquée par de grands mouvements migratoires, l'influence des empires sahéliens (Ghana, Mali, Songhaï), la diffusion de l'islam et les échanges transsahariens. Entre le XIe et le XIIIe siècle, des groupes mandés (Malinké, Dioula, Koyaka) migrèrent vers le sud, attirés par de nouvelles terres et les routes commerciales. En parallèle, des peuples voltaïques comme les Sénoufo, Tagbana, Djimini ou Nafana, venus du Burkina Faso et du Nord du Ghana, s'installèrent durablement et organisèrent leurs sociétés autour de l'agriculture et de structures initiatiques.

Grâce à leur position stratégique, les régions du Poro, Tchologo, Bagoué, Bounkani ou Folon devinrent des carrefours entre le Sahel islamisé et les royaumes forestiers. Des centres marchands tels que Kong et Odienné jouèrent un rôle majeur, et le royaume de Kong, fondé au XVIIIe siècle par Seku Wattara, incarna l'apogée de l'influence mandingue.

L'islam, introduit dès le XIIe siècle, s'imposa progressivement chez les Dioula, Malinké, Peuls et certaines élites sénoufo et Koyaka, devenant un facteur d'unité culturelle et de diffusion du savoir. Les Peuls, pasteurs transhumants, renforcèrent ces échanges par leurs liens avec le Macina et Sokoto.

La conquête coloniale à la fin du XIXe siècle bouleversa ces équilibres : la destruction du royaume de Kong en 1898 mit fin à une longue autonomie politique, et les chefferies locales furent intégrées de force à l'administration coloniale. Malgré les résistances (Toura, Lobi, Koulango), le Nord fut rapidement intégré dans de nouvelles logiques agricoles, éducatives et religieuses, façonnant une identité plurielle toujours visible aujourd'hui.

3.2 Langues des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire

Le Nord ivoirien se distingue par une grande diversité linguistique qui reflète la pluralité culturelle et historique de ses populations. Cette richesse s'organise principalement autour de deux grands ensembles : les langues mandées et les langues voltaïques (ou gur). Ces langues ne sont pas seulement des outils de communication, mais aussi des vecteurs de transmission des identités, des traditions et des savoirs locaux.

Dans l'aire mandée, le Dioula (ou jula) occupe une place particulière. Langue mandée par excellence, elle s'est imposée comme langue véhiculaire dans tout le Nord du pays, notamment à Korhogo, Boundiali, Ferkessédougou ou Kong. Son rôle dépasse la communication quotidienne : il facilite les échanges commerciaux, les interactions interethniques et la diffusion de l'islam. Le dioula est aujourd'hui enseigné dans certaines écoles coraniques et peut être écrit aussi bien en alphabet latin qu'en N'Ko, ce qui en fait un instrument d'ouverture sociale et religieuse.

Dans l'aire voltaïque (gur), on retrouve une pluralité de langues sénoufo, mais aussi le Tagbana, le Djimini, le Nafana, le Birifor ou encore le Lobi. Ces langues, parlées dans des régions comme la Bagoué, le Poro, le Hambol ou le Tchologo, sont intimement liées aux pratiques agricoles, aux rites d'initiation du Poro et aux traditions orales. Certaines variantes, comme le Nyènèrè, font aujourd'hui l'objet de projets d'alphabétisation, notamment dans la zone de Kolia.

Cependant, cette diversité linguistique est fragilisée par plusieurs facteurs : la prédominance du français comme langue officielle, la généralisation du dioula dans les échanges quotidiens et le manque de transmission intergénérationnelle dans les familles urbaines. Face à ce risque de disparition, des initiatives ont vu le jour, portées par le Bureau Ivoirien des Langues ou par des chercheurs, qui œuvrent à documenter, préserver et valoriser ce patrimoine à travers des dictionnaires, des grammaires ou des recueils de contes.

3.3 Organisation Sociale des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire

L'organisation sociale repose sur la famille élargie et les clans qui assurent la cohésion et la gestion des terres. Chez les Dioula (Mandé), une structure hiérarchisée issue de l'Empire du Mali s'est maintenue avec des castes (nobles, artisans, griots), encore influentes dans les alliances et les rituels. Chez les Sénoufo et autres Gur, la stratification est plus souple, mais certains groupes spécialisés (forgerons, chasseurs) gardent un rôle symbolique.

La chefferie coutumière est centrale : le chef de village/canton, issu d'une lignée reconnue, garantit l'ordre social et foncier. Dans les villes islamisées, les imams et marabouts renforcent ou concurrencent son autorité. Les femmes occupent une place essentielle, entre éducation, commerce, transformation agricole et rituels familiaux, certaines intégrant même des sociétés féminines (chez les Sénoufo). En somme, ces sociétés combinent lignages, castes/métiers, pouvoir coutumier et autorité religieuse, assurant la continuité des traditions tout en s'adaptant aux changements.

3.4 Pratiques Culturelles et Religieuses des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire

3.4.1 Religions Traditionnelles et Animisme

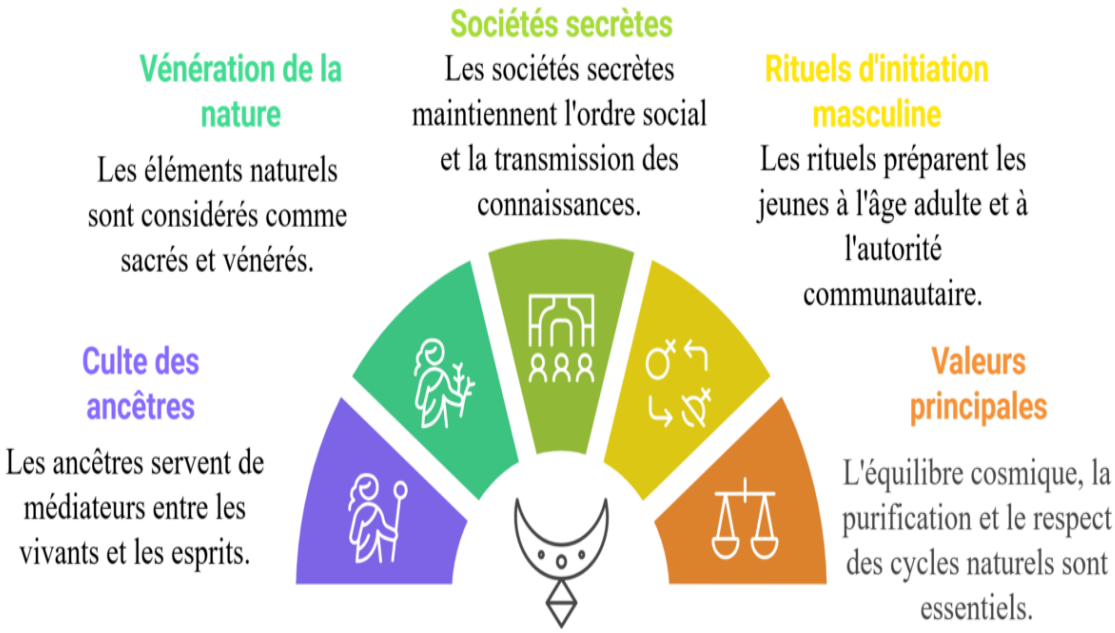

Figure 5. Fondements de la Culture du Nord de la Côte d'Ivoire

3.4.2 Islam Syncrétique et Maraboutisme

- Présent chez les Dioula, Malinké, Koulango et certains Sénoufo, surtout dans les zones urbaines comme Korhogo, Ferkessédougou ou Katiola.
- Coexistence avec des rites locaux, incluant le culte des ancêtres et certaines pratiques magiques.
- Marabouts : enseignants coraniques et médiateurs sociaux influents.

3.4.3 Christianisme et Autres Influences Religieuses

Bien que moins implantée dans le Nord du pays, la religion y est tout de même présente, notamment dans certaines villes où elle prend une forme spécifique adaptée au contexte local. Cette présence s'accompagne souvent d'une coexistence avec les coutumes ancestrales, créant ainsi des formes de syncrétisme religieux. Ce phénomène se manifeste par une fusion des croyances et pratiques, où des éléments des religions traditionnelles se mêlent aux enseignements des religions plus récentes, donnant lieu à des pratiques religieuses hybrides, riches et diversifiées.

3.4.4 Expressions Culturelles Immatérielles

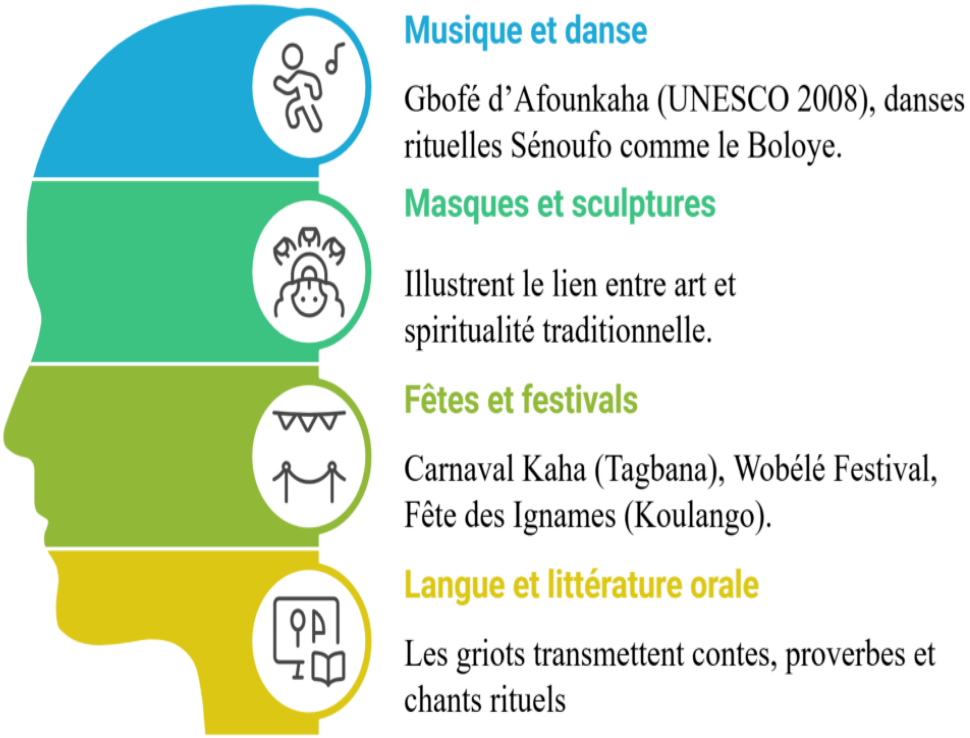

Figure 6. Richesse du Patrimoine Culturel Immatériel

3.5 Dynamiques Historiques, Migrations et Transformations Sociales des Peuples du Nord de la Côte d'Ivoire

La région Nord de la Côte d'Ivoire, située entre les savanes sahéliennes et la forêt tropicale, a été façonnée au fil des siècles par des mouvements migratoires, des conflits et des processus d'insertion culturelle. Ces dynamiques ont profondément influencé les structures sociales, économiques et identitaires des populations.

3.5.1 Migrations Anciennes et Fondation des Royaumes

Entre le 18eme et le 19eme siècle, des groupes tels que les Tagbana, Djimini et Nafana migrent depuis le Mali, le Burkina Faso et le Ghana vers le Nord ivoirien, sous l'effet de crises politiques, économiques et des expansions mandingues. Ces migrations entraînent un métissage avec les populations locales et donnent naissance à des entités politiques comme le royaume Koulango de Bouna, fondé au 17eme siècle par Bounkani. Ce royaume illustre le développement précoce de structures sociales centralisées dans la région. Les migrations génèrent également des alliances et des conflits avec les groupes autochtones tels que les Lobi et les Birifor, renforçant la diversité ethnique et culturelle.

3.5.2 Conquêtes et Résistances

Au 19eme siècle, l'Empire Wassoulou, fondé par Samory Touré, s'étend jusqu'au Nord de la Côte d'Ivoire. Les populations Tagbana et Djimini subissent des conversions forcées, des déplacements et l'esclavage pour les opposants. La capture de Samory à Guélémou en 1898 par le capitaine Gouraud marque la fin de son empire. Les campagnes de Samory, bien qu'organisées avec des stratégies militaires modernes, imposent des contraintes et des répressions importantes sur la région Nord.

3.5.3 Transformations Sociales et Économiques Contemporaines

Depuis l'indépendance en 1960, les villes de Korhogo, Ferkessédougou et Bouna connaissent une urbanisation croissante, favorisée par l'éducation formelle, l'usage du français et les migrations internes. L'agriculture traditionnelle (mil, igname, coton, arachide) se diversifie grâce à l'introduction de cultures commerciales et de méthodes modernes d'élevage. Parallèlement, l'essor de festivals culturels tels que le Wobélé, le Carnaval Kaha ou le festival Sénoufo-Djimini contribue à renforcer les identités locales face à la mondialisation. Cependant, la diffusion du français et du dioula menace certaines langues autochtones, ce qui a entraîné des initiatives locales de revitalisation.

3.5.4 Mouvements Migratoires Récents et Cohésion Interethnique

Les conflits liés à l'accès à la terre et aux ressources pastorales opposent régulièrement des groupes comme les Peuls aux populations locales, en particulier dans les zones frontalières. Ces tensions transfrontalières ont fragilisé les relations communautaires et créé un climat de méfiance. En parallèle, les villes du Nord agissent comme carrefours d'échanges sociaux et culturels, favorisant mariages mixtes, brassage interethnique et émergence d'une identité urbaine « Nord-ivoirienne » inclusive, particulièrement visible lors d'initiatives culturelles ou citoyennes locales.

4. Qui Sont Exactement les Réfugiés au Nord de la Côte d'Ivoire ?

4.1 Répartition par Sexe des Réfugiés dans les Localités Cibles

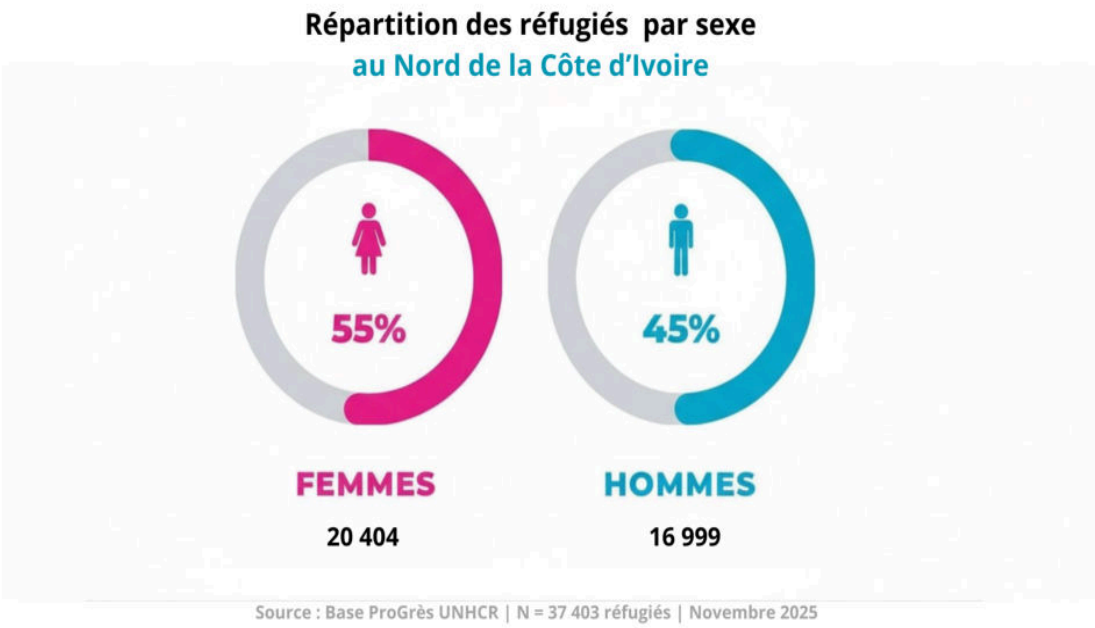

Figure 7. Répartition par Sexe des Réfugiés dans les Localités Cibles de Notre Étude

Selon les données de la base ProGres, 20 404 femmes (55%) et 16 999 hommes (45%) ont trouvé refuge dans les localités cibles de notre étude. Bien que le pourcentage des femmes soit plus élevé que celui des hommes, cette répartition des sexes suggère que les migrations se sont majoritairement effectués en unités familiales complètes.

4.1.1 Implications Humanitaires et Stratégiques

Cette structure par sexe requiert des interventions différenciées, telles que :

1. Renforcement des Besoins Spécifiques des Femmes :
   - les services de santé maternelle et reproductive,
   - les programmes d'autonomisation économique destinés aux femmes et aux filles.
2. Inclusion Socio-Économique des Hommes :
   - Créer des activités génératrices de revenus adaptées pour les hommes
   - Encourager une participation dans la gouvernance communautaire,
   - Mettre en place des dispositifs pour éviter leur marginalisation ou leur inactivité prolongée.
3. Cohésion communautaire et stabilité locale :
   L'accueil de plus de 37 000 réfugiés représente un défi majeur pour la communauté hôte et les autorités administratives. Afin d'assurer l'équilibre socio-économique des communautés hôtes, et d'éviter les pressions sur les services sociaux essentiels, il est urgent de mettre en place une coordination rigoureuse avec les autorités locales et les représentants des réfugiés.

4.2 Répartition par Groupe d'Âge des Réfugiés dans les Localités Cibles

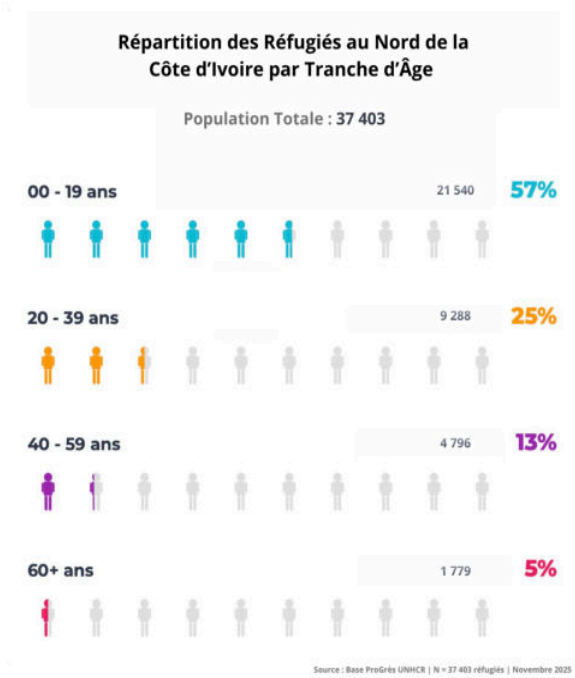

Figure 8. Répartition par Groupe d'Âge des Réfugiés dans les Localités Cibles de Notre Étude

Au vu des données de la base ProGres, la répartition par âge des réfugiés dans les localités cibles de notre étude met en évidence une forte prépondérance des jeunes de 0 à 19 ans [57%, (21540)] et une présence considérable des adultes de 20 à 40 ans [25%, (9288)]. On note également un pourcentage non négligeable des personnes âgées de 40 à 59 ans [13%, (4796)] et une faible présence des personnes âgées de 60 ans et plus (5%) Cela signifie qu'environ 82% de la population est jeune (moins de 40 ans) et au moins 38% sont en âge de travailler.

4.2.1 Suggestions Stratégiques

Cette structure démographique particulière entraîne des besoins spécifiques qui doivent orienter les réponses humanitaires et les politiques publiques. D'abord, les enfants et adolescents, qui constituent plus de la moitié de la population, nécessitent des programmes éducatifs renforcés ainsi qu'une protection de l'enfance adaptée à leur vulnérabilité. Ensuite, les jeunes adultes, bien qu'ils représentent un potentiel considérable pour la formation professionnelle et l'intégration économique, demandent un accompagnement structuré pour faciliter leur insertion socio-économique. Enfin, les personnes âgées, malgré leur nombre limité, requièrent une attention particulière en matière de santé et de soutien social compte tenu de leur fragilité accrue.

4.3 Répartition par Ethnie dans les Localités Cibles

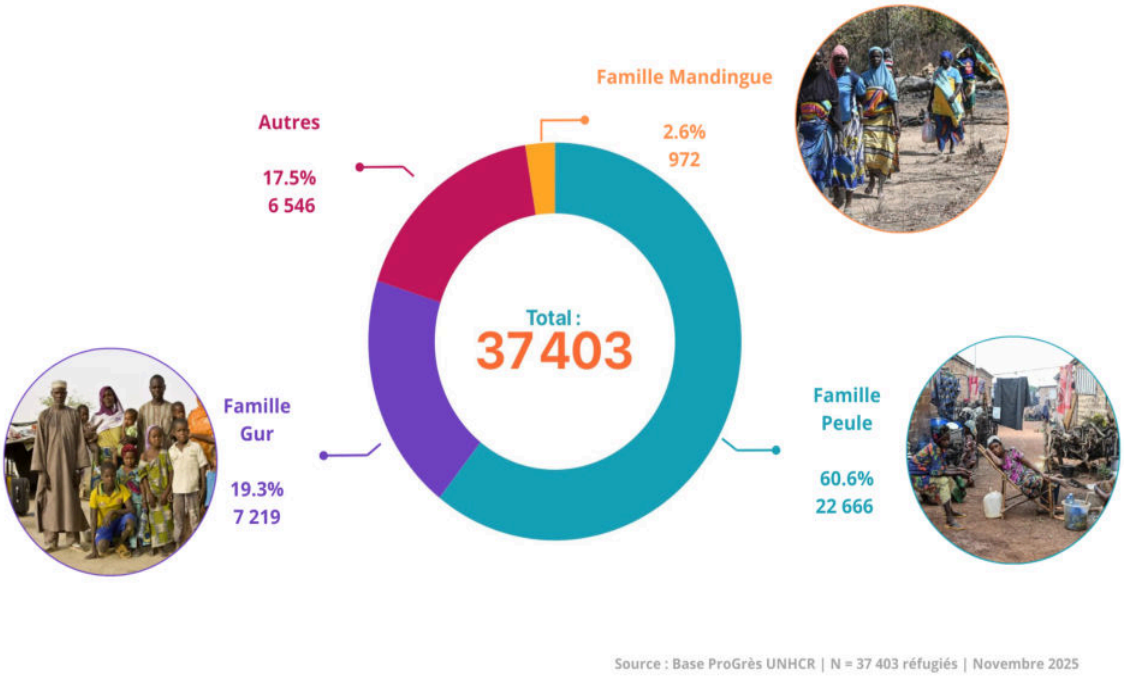

Figure 9. Répartition des Réfugiés par Ethnie dans les Localités Cibles de Notre Étude

Le graphique montre qu'environ 61% des réfugiés dans les zones cibles de notre étude proviennent du groupe ethnique peul (Fulfuldé, Fulah, Pular…). Ensuite, viennent les réfugiés issus de la famille Gur (19%), puis ceux de la famille Mandingue (3%). Enfin, on note que 18% des réfugiés dans les localités cibles de notre étude proviennent des «Autres» groupes ethniques. Cette catégorie «Autres» regroupe plusieurs petits clans ethniques non classifiés.

4.3.1 Propositions Stratégiques

1. Concevoir des programmes de cohésion sociale ciblant spécifiquement la relation entre les Peuls et les autres groupes ethniques, afin que la majorité peule ne masque pas les besoins des communautés Gur, Mandingue et des petites ethnies regroupées dans la catégorie « Autre».
2. Soutenir des activités culturelles et sportives intercommunautaires qui mettent en scène et valorisent les héritages à la fois des Peuls, des Gur, des Mandingue, et des autres cultures au Nord de la Côte d'Ivoire.
3. Mettre en place un mécanisme d'écoute confidentiel en plusieurs langues permettant d'offrir à tous les différents groupes ethniques une voie d'expression sécurisée pour signaler les discriminations ou le favoritisme potentiels.
4. Créer des Brigades de Médiation Pastorale et Agricole qui interviendront pour résoudre rapidement les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs.

4.4 Répartition des Réfugiés par Localité Cible

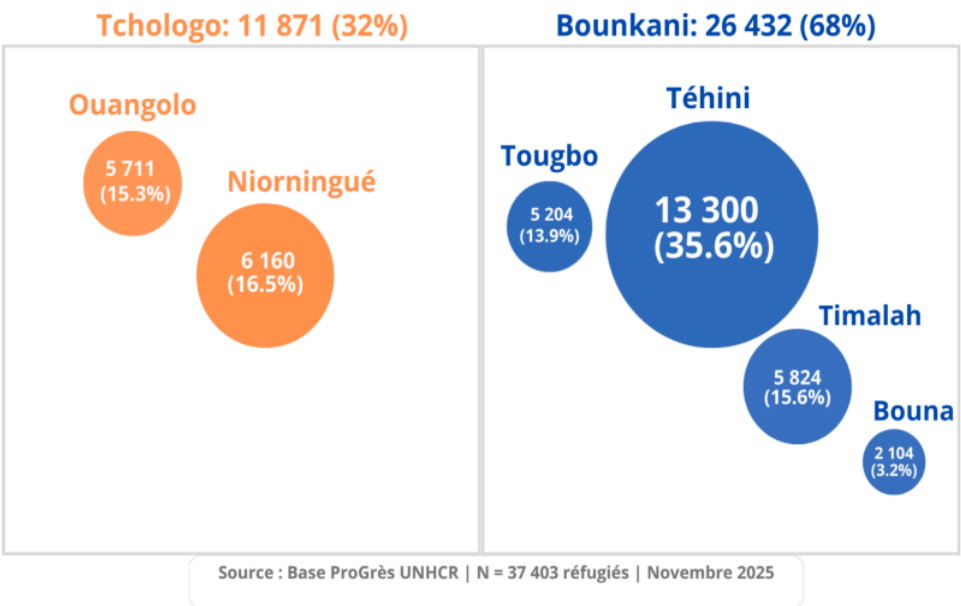

Figure 10. Répartition par Localité des Réfugiés par Localité Cible de Notre Étude

Les données de la base ProGres dans les localités cibles mettent en évidence une forte concentration dans la région du Bounkani avec environ 68% des réfugiés . La localité de Téhini a accueilli 13 300 réfugiés , soit 36% suivi du site Timalah [5 824 (16%)] . Ensuite, la localité de Tougbo reçoit 5 204 réfugiés, soit 14% et La ville de Bouna n'accueille que 3% , soit 1 204 réfugiés. La région du Tchologo a hébergé 11 871 réfugiés , soit environ 32%, une part significative. Cette population est principalement répartie entre le site de Niornigué [6 160 (17%)] et la localité de Ouangolodougou [5 711 (15%)].

4.4.1 Suggestions d'Orientation

Cette répartition des réfugiés dans la figure 10 ci-dessus suggère les orientations suivantes :

1. Coordonner les Services Entre les localités : en améliorant les services : santé, écoles, administration ; en organisant des échanges entre les sites pour la santé, la nourriture et la protection ; et en offrir des services équitables partout
2. Travailler avec les communautés locales en impliquant les villages voisins dans l'accueil et l'insertion des réfugiés.
3. Faciliter la relocalisation volontaire des réfugiés en encourageant le déplacement volontaire des réfugiés de Téhini vers d'autres localités.

5. Les Dynamiques Sociales et Communautaires des Réfugiés dans les Communautés Cibles

5.1 Organisation Familiale et Clanique

5.1.1 Chez les Réfugiés Peuls

Chez les Peuls, l'organisation repose sur des lignages masculins regroupés en grands clans. La famille élargie, souvent composée de plusieurs épouses et de leurs enfants, vit ensemble et constitue une unité sociale et économique importante.

Les Peuls pratiquent également l'endogamie de caste, c'est-à-dire qu'ils se marient en priorité avec des personnes appartenant au même groupe social pour préserver les traditions et les rôles hérités. L'autorité appartient aux anciens, dont les décisions guident la vie du groupe. Enfin, leur mode de vie pastoral, marqué par la mobilité, influence la taille et la composition des unités familiales.

5.1.2 Chez les Réfugiés Gur

Chez les Gur de Côte d'Ivoire, l'organisation sociale repose sur des structures familiales et claniques bien définies. L'identité de chaque individu est étroitement liée au clan, qui regroupe les membres partageant un ancêtre commun et respectant des interdits alimentaires ou animaux, appelés totems. Le clan détermine l'appartenance à un lignage spécifique.

La vie quotidienne s'articule autour de la concession dirigée par le doyen du lignage, qui assure la gestion des greniers et la protection des membres déplacés, garantissant ainsi la cohésion et la sécurité de la famille élargie. Les Gur de Cote d'Ivoire pratiquent un système de filiation mixte. D'une part, la transmission de la terre se fait de père en fils. D'autre part, les biens mobiles se transmettent de mère en fille. Cette organisation mixte est bien adaptée aux besoins familiaux et communautaires.

5.1.3 Chez les Réfugiés Mandingues

Les sociétés mandingues s'organisent autour de la famille élargie et des clans lignagers, appelés *dyamu*, au sein desquels l'appartenance sociale, l'héritage et l'autorité se transmettent principalement par la lignée paternelle.

La famille étendue regroupe plusieurs ménages apparentés et fonctionne sous l'autorité du chef de famille, qui est généralement l'homme le plus âgé du lignage. Le clan, quant à lui, relie des individus se réclamant d'un ancêtre commun, identifiable par un nom clanique partagé, et impose des devoirs de solidarité, d'assistance mutuelle et d'hospitalité.

Cette organisation sociale demeure largement fonctionnelle, y compris en situation de déplacement, où elle constitue pour les réfugiés mandingues un véritable réseau informel de protection sociale. Par ailleurs, les relations sociales sont marquées par une stratification traditionnelle opposant notamment nobles, artisans et griots. Cette hiérarchie influence les rôles symboliques et sociaux au sein des communautés mandingues.

5.2 Structures d'Autorités

5.2.1 Chefferies

Les Peuls

La chefferie peule, quant à elle, est organisée autour de la gestion du bétail et des pâturages. L'autorité suprême est l'Ardo, le chef de province qui prend les décisions politiques et judiciaires. Il s'appuie sur des chefs spécialisés comme le Joro, responsable des pâturages et de la sécurité des troupeaux, et le Seydou, maître des chasseurs et de la brousse.

Ces conseillers techniques l'aident à superviser les chefs de village et de campement, qui sont en contact direct avec les éleveurs. Au niveau le plus bas, les chefs de famille gèrent leur propre concession et leur bétail. Bien que l'Ardo ait un pouvoir important, il doit composer avec l'influence des chefs de lignage et des notables, préservant ainsi les équilibres sociaux au sein de la communauté peule.

Les Gur

Chez les Gur réfugiés de Côte d'Ivoire, l'autorité politique et spirituelle repose sur deux types de chefs traditionnels. Le Chef de Terre, appelé Ténégaba, joue un rôle central en tant que gardien spirituel du sol : il intercède auprès des esprits pour sanctifier l'installation des réfugiés sur de nouvelles terres, garantissant ainsi leur sécurité et leur légitimité dans l'espace. Le Chef de Village, ou Koulotché, assure l'autorité politique et administrative locale, servant de relais avec les autorités ivoiriennes et coordonnant l'aide humanitaire, ce qui lui confère un rôle essentiel pour la cohésion et l'organisation de la communauté déplacée.

Les Mandingues

L'autorité politique locale au sein des sociétés mandingues est traditionnellement assurée par des chefs de village ou de quartier issus de lignages reconnus. Ces chefs sont assistés par un conseil d'anciens représentant les principales familles, ce qui garantit une gestion collective des affaires communautaires.

Leur pouvoir repose avant tout sur la légitimité coutumière, la capacité de médiation et la recherche du consensus, plutôt que sur l'usage de la contrainte. En contexte de déplacement, les chefs mandingues conservent un rôle central, notamment en tant qu'intermédiaires et représentants de la communauté auprès des autorités administratives et des organisations humanitaires.

5.2.2 Leaders Religieux

Les Peuls

Les marabouts et almamys demeurent les principaux leaders religieux, exerçant une autorité spirituelle et morale centrale au sein de la communauté. Ils assurent la continuité de l'enseignement religieux, notamment la lecture du Coran et la transmission des valeurs islamiques, et supervisent les rites de passage et les mariages, permettant ainsi de préserver l'identité culturelle et religieuse malgré l'exil.

Chez les Peuls nomades déplacés, ils maintiennent la discipline et la pratique religieuse même en contexte de transhumance ou d'installation temporaire. Chez les Peuls sédentaires réfugiés, ils conseillent les familles et orientent la vie spirituelle du groupe, offrant un repère moral essentiel dans un environnement nouveau et parfois incertain. Leur légitimité, fondée sur la connaissance religieuse, la piété et parfois l'héritage de lignage, reste un pilier de la cohésion et de la survie communautaire en contexte de déplacement.

Les Gur

Les leaders religieux exercent une influence majeure sur la moralité et la cohésion sociale. Ainsi, les maîtres du Poro, chefs de cette société secrète, détiennent l'autorité morale suprême et assurent l'éducation éthique ainsi que la discipline sociale des jeunes réfugiés. Par ailleurs, les devins, appelés *Sandobélé*, jouent un rôle de conseillers spirituels et psychologiques, accompagnant les familles dans l'interprétation des traumatismes liés à l'exil et contribuant à apaiser les esprits, renforçant ainsi la stabilité morale et sociale de la communauté.

Les Mandingues

L'islam constitue une source majeure de légitimation et de structuration de l'autorité sociale. Les marabouts, imams et lettrés musulmans interviennent activement dans l'éducation religieuse, l'encadrement des rites sociaux et les processus de médiation.

En situation de déplacement, cette autorité religieuse contribue fortement à la stabilité morale et au maintien de l'identité collective du groupe. Toutefois, ces leaders religieux ne se substituent pas à la chefferie traditionnelle ; ils en constituent plutôt un complément, participant conjointement à l'organisation et à la cohésion de la communauté mandingue.

5.2.3 Groupes d'Âges

Chez Les Peuls

La vie est organisée autour de l'évolution des responsabilités liées au bétail, à la famille et à la communauté. Les enfants de moins de 7 ans sont choyés et apprennent principalement par l'observation. Dès l'âge de 7 à 8 ans, les garçons commencent à s'occuper des troupeaux, d'abord près du campement, puis progressivement plus loin, tandis que les filles aident leur mère dans les tâches domestiques et prennent soin des plus petits.

À l'adolescence (14–18 ans), les jeunes renforcent leur autonomie : les garçons participent activement à la gestion des pâturages et à la protection des bêtes, et les filles maîtrisent les savoirs liés à la gestion du foyer. Le mariage, souvent célébré vers la fin de l'adolescence ou au début de la vingtaine, marque l'entrée dans la vie adulte. Les jeunes hommes deviennent responsables de leur propre bétail ou de leur concession, et intègrent les cercles de discussion des adultes.

Les personnes âgées, à partir de 60 ans, jouissent d'un grand respect. Elles transmettent les connaissances pastorales, interviennent en cas de conflits entre familles et conseillent les chefs. Leur rôle est essentiel dans la préservation de la mémoire orale, des chants, des proverbes et des règles de conduite qui structurent la société peule.

Chez Les Gur

L'organisation repose sur un cycle initiatique rigoureux : la période de 0 à 7 ans est celle de l'enfance libre, suivie de 7 à 14 ans où le jeune intègre les travaux communautaires et l'apprentissage des codes sociaux. Le cycle s'achève par l'entrée dans le Poro (initiation majeure), qui confère le statut d'adulte responsable capable de protéger le clan en exil. Les plus anciens forment le conseil qui dirige la communauté.

Chez Les Mandingues

Chez les Mandingues, l'âge constitue un principe fondamental d'organisation sociale et d'accès à l'autorité. Ainsi, bien que les tranches d'âge puissent varier selon les contextes locaux, cette structuration, largement documentée par la littérature anthropologique, joue un rôle central dans la régulation des rapports sociaux. D'abord, l'enfance (0–12 ans) correspond à une phase de dépendance totale vis-à-vis de la famille et des aînés : garçons et filles sont placés sous l'autorité du groupe domestique et des anciens. À ce stade, la socialisation collective vise l'apprentissage des normes communautaires, du respect de la hiérarchie et des valeurs sociales. De ce fait, l'éducation, assurée par les parents, les anciens et les femmes âgées, ne confère aucun pouvoir décisionnel aux enfants, mais favorise une forte intériorisation de l'ordre social.

Ensuite, l'adolescence et la jeunesse (13–18/20 ans) marquent une entrée progressive dans les groupes d'âge actifs, caractérisée par une différenciation sexuée marquée. Chez les garçons, la participation accrue aux travaux agricoles et communautaires s'effectue sous une stricte autorité masculine, tandis que, par ailleurs, des rites de passage, tels que l'initiation ou la circoncision selon les régions, consacrent l'accès au statut social masculin. De leur côté, les filles sont encadrées par les femmes adultes et formées aux rôles domestiques, sociaux et reproductifs, ce qui explique l'importance accordée à la moralité et au comportement social. Toutefois, durant cette phase, l'autorité demeure inexistante, même si la préparation au statut adulte est déterminante.

Par la suite, l'âge adulte (environ 20–50 ans) correspond à l'accès effectif aux responsabilités sociales et politiques. En particulier, chez les hommes, le mariage constitue une étape clé ouvrant la participation aux assemblées, aux décisions collectives et aux médiations, avec la possibilité de devenir chefs de famille ou représentants de lignage. En parallèle, les femmes exercent une autorité domestique significative et jouent un rôle central dans la cohésion sociale, l'éducation des enfants et la gestion des conflits familiaux, tout en encadrant les jeunes femmes. Ainsi, l'autorité devient essentiellement fonctionnelle et étroitement liée au statut matrimonial et social.

Enfin, les anciens ou les personnes âgées (50/60 ans et plus) occupent le sommet de la hiérarchie sociale. En effet, ils détiennent la mémoire des lignages, des règles coutumières et des précédents historiques, ce qui leur confère une position centrale dans la régulation sociale. Dès lors, hommes et femmes âgés jouent un rôle majeur dans la médiation des conflits et la prise de décisions engageant la communauté, l'âge avancé devenant une source d'autorité morale et symbolique largement reconnue et rarement contestée.

5.3 Modes de Résolutions des Conflits

5.3.1 Modes Traditionnels de Résolutions des Conflits des Réfugiés

Les Peuls

Chez les Peuls, les conflits se règlent selon le *pulaaku*, un code socio-moral définissant un idéal de conduite qui valorise dignité, patience, maîtrise de soi et retenue. Ce code impose la maîtrise des émotions, la patience face aux épreuves et un comportement digne. Les chefs de clans interviennent dans la médiation, tandis que les « relations d'alliance à plaisanterie » permettent de désamorcer les tensions, surtout dans les différends pastoraux et familiaux.

Les Gur

La résolution des conflits chez les réfugiés en Côte d'Ivoire privilégie la palabre sous l'arbre à palabre ou dans la case du doyen. Pour éviter l'escalade, on utilise massivement la parenté à plaisanterie qui désamorce les tensions par l'humour rituel. Tout règlement est validé par un sacrifice de réconciliation ou un repas partagé, marquant la fin définitive des griefs devant les ancêtres.

Les Mandingues

Chez les Mandingues, la résolution des conflits repose principalement sur des mécanismes endogènes fondés sur la hiérarchie sociale et l'autorité morale. D'une part, les conflits mineurs sont généralement réglés au sein des familles ou entre membres d'un même groupe d'âge, ce qui permet une gestion rapide et discrète des tensions.

D'autre part, les conflits plus graves sont portés devant des instances d'autorité reconnues, telles que les chefs de famille, les femmes âgées, les anciens ou les chefs traditionnels, dont la légitimité repose sur l'expérience et la connaissance des normes coutumières.

Par ailleurs, des mécanismes culturels spécifiques, notamment la parenté à plaisanterie (sanankouya), jouent un rôle essentiel dans la désescalade des conflits et la restauration des relations sociales. Enfin, ces pratiques demeurent largement présentes chez les Mandingues réfugiés et continuent de structurer la gestion des conflits, même lorsqu'elles interagissent avec les dispositifs juridiques modernes.

5.4 Recommandations : Chefs et Autorités des Réfugiés

Les autorités ou chefs des réfugiés avec lesquels on peut travailler pour réduire les tensions et créer la cohésion sociale sont :

Les Chefs de Famille, en tant que responsables des unités familiales et garants de la discipline interne, peuvent jouer un rôle crucial comme :

- Promouvoir auprès des membres des familles réfugiées et hôtes la compréhension et le respect des règles de vie harmonieuse et de non-violence.
- Intervenir rapidement dès l'apparition de différends personnels, pour éviter leur aggravation.
- Encourager les échanges sociaux en favorisant les liens à travers les mariages, les rassemblements traditionnels et la collaboration dans les activités agricoles ou pastorales.

Le Conseil des Anciens, groupe respecté pour sa sagesse et son expérience, peut :

- Apporter conseils et orientations aux chefs traditionnels dans la gestion des différends et des décisions communautaires.
- Veiller à la préservation des pratiques coutumières qui fondent le cadre commun d'existence et d'entraide.
- Jouer un rôle d'arbitre impartial dans la résolution des conflits complexes, notamment ceux liés à la gestion foncière.

Les Leaders Religieux, quant à eux peuvent :

- Diffuser des messages porteurs de paix, d'accueil et de solidarité au sein des communautés lors des rassemblements religieux.
- Organiser des cérémonies et prières communes pour renforcer les liens intercommunautaires au-delà des différences.
- Intervenir discrètement pour apaiser les tensions dans les conflits portant sur le mariage, l'héritage ou les croyances spirituelles.

6. Les Représentations Culturelles du Déplacement et de l'Accueil

6.1 Comment la Communauté Hôte Perçoit les Réfugiés

6.1.1 Accueil et Hospitalité Traditionnelle

Dans la majorité des communes, les réfugiés bénéficient d'un accueil chaleureux, reflet des normes traditionnelles d'hospitalité. La proximité culturelle ou ethnique avec certains habitants peut faciliter la solidarité et l'inclusion, favorisant ainsi la coexistence et le maintien de relations pacifiques.

> *“Les populations locales n'ont manifesté ni méfiance ni hostilité. Au contraire, les réfugiés ont été perçus comme des frères du fait de leur appartenance à des groupes ethniques similaires. Les Kumuno accueillent les Kumuno, les Lobi accueillent les Lobi, ce qui crée une solidarité naturelle sans hostilité.”*

Propos d'un Représentant Communautaire à Tougbo

> *“La population les a bien accueillis.”*

Propos Chef de quartier à Ouangolodougou

Cependant, l'accueil peut être fragilisé par des perceptions d'inégalités dans la répartition de l'aide humanitaire. À Ferkessédougou, certains habitants expriment une méfiance vis-à-vis de l'arrivée massive des réfugiés :

> *“De manière générale, on peut dire qu'il y a une certaine méfiance vis-à-vis de l'arrivée massive des réfugiés… L'État apporte un soutien qui est parfois perçu comme étant de 70% pour les réfugiés contre seulement 30% pour la population hôte.”*

Propos d'une Autorité à Ferkessédougou

6.1.2 Ressentis face à la Répartition des Aides et aux Ressources

La répartition des aides humanitaires constitue un facteur clé des perceptions des communautés locales. Si certains considèrent l'assistance aux réfugiés comme un devoir de solidarité, d'autres ressentent un sentiment de favoritisme, ce qui peut créer malaise et tensions.

> *“Certaines personnes considèrent qu'aider les réfugiés est un devoir de solidarité humaine. D'autre part, il y a un sentiment croissant de défavoritisme… Cela crée un malaise et un sentiment de délaissement.”*

Propos de Représentant d'une ONG à Ouangolodougou

6.1.3 Adaptation Culturelle et Coexistence des Coutumes

L'installation des réfugiés s'accompagne souvent d'une adaptation progressive aux pratiques locales, facilitant la coexistence et le partage des modes de vie avec la communauté hôte. Cependant, certaines coutumes venues de leurs régions d'origine peuvent susciter des incompréhensions lorsqu'elles diffèrent des normes locales.

> *“Ils laissent un peu leurs habitudes derrière eux et s'adaptent à ce qu'ils trouvent. Ils observent les gens d'ici et font comme eux : mariage, agriculture, élevage, alimentation, même la religion, tout ça est partagé...”*

Propos d'un Représentant Communautaire à Bouna

Certaines pratiques culturelles des réfugiés, comme les mariages précoces chez certaines populations peules, suscitent des réactions négatives au sein des communautés d'accueil.

> *“Ces pratiques ne sont pas bien accueillies ici. Il y a eu des oppositions claires.”*

Propos d'une Autorité à Ferkessédougou

Cependant, une lecture plus précise de la culture Peule révèle que la perception de “mariage précoce” ne reflète pas leur conception du mariage des jeunes filles. Comme le précise le témoignage suivant :

> *“Les filles se marient entre 9 et 12 ans, mais ne vont pas directement chez leur mari, elles restent avec leur belle-mère jusqu'à 17 ans. Et après, elles vont chez leur mari.”*

Propos d'une Femme Peule à Bouna

Bien que le mariage soit contracté tôt, la règle chez les peuls est que la jeune fille mariée (1) ne rejoint pas immédiatement son mari, (2) reste sous l'encadrement de sa belle-mère jusqu'à 17 ans au moins, (3) n'a pas de rapports sexuels et (4), ne s'installe chez lui qu'après avoir atteint l'âge de 17 au moins. Cependant, cette règle du mariage chez les Peuls peut ne pas être respectée par tous. Cela peut contribuer à sa mauvaise interprétation par les membres de la communauté d'accueil des réfugiés.

6.1.4 Préjugés et Stigmatisations

Malgré l'accueil favorable, des stéréotypes persistent, notamment autour des aspects vestimentaires et des comportements collectifs. Ces perceptions peuvent limiter l'insertion sociale et renforcer la distance entre réfugiés et populations hôtes.

> *"Certaines personnes, comme les Peuls ou les Touaregs, sont perçues comme suspectes à cause de leur accoutrement. Par exemple, les écharpes autour du visage peuvent les faire passer pour des terroristes ou des djihadistes. Ce sont des préjugés très ancrés dans les mentalités..."*

Propos d'une Autorité à Ferkessédougou

> *"particulièrement les Peuls, qui ont tendance à rester à l'écart des autres... Ils sont parfois perçus comme peu fréquentables ou même dangereux..."*

Propos de Représentant d'une ONG à Ouangolodougou

Ces stéréotypes montrent que certains indices culturels sont interprétés comme des menaces potentielles. La sensibilisation interculturelle et le dialogue peuvent contribuer à réduire les malentendus et favoriser une meilleure insertion.

6.2 Suggestions d'Action :

Ces divers témoignages de différents acteurs clés et personnes ressources travaillant avec les réfugiés indiquent les 4 pistes d'action suivantes :

Dialogue Interculturel et Démantèlement des Stéréotypes

Souvent, la peur de l'inconnu et les préjugés sur les réfugiés (comme leur façon de s'habiller ou leurs coutumes) créent des malentendus et des tensions. Pour faciliter la cohabitation, il faut parler ensemble et créer des lieux de rencontre réguliers où les chefs traditionnels des communautés hôtes et les représentants des réfugiés peuvent discuter, expliquer leurs coutumes et désamorcer les tensions.

Équité et Transparence dans l'Aide Humanitaire

L'aide humanitaire (nourriture, matériel, soins) doit être gérée de manière à ce que tout le monde la reçoive équitablement, qu'il s'agisse des réfugiés ou des communautés hôtes qui les accueillent, avec une communication claire et régulière sur les volumes d'aide et leur affectation pour dissiper les perceptions d'injustice.

Participation et Inclusion Active

Les réfugiés ne doivent pas rester isolés ou cachés. Il faut les encourager à participer activement à la vie du village ou du quartier où ils vivent. Quand les réfugiés participent aux travaux communautaires, au marché, ou aux fêtes, ils se sentent plus intégrés, et les hôtes voient qu'ils sont là pour contribuer et non pas seulement pour recevoir.

Sensibilisation sur les Différences Culturelles des Réfugiés et de la Communauté Hôte

Certaines pratiques culturelles, comme le mariage précoce, peuvent être illégales dans le pays d'accueil. Il est donc nécessaire d'organiser des échanges francs et respectueux afin d'aider réfugiés et communauté hôte à comprendre les similitudes et différences de leurs rites de mariage et de décès.

6.3 Comment les Réfugiés se sentent Perçus par leur Communauté d'Accueil

Les réfugiés déclarent que de nombreuses personnes de la communauté hôte ont un regard qui varie de l'indifférence, pour certains, à de la solidarité, et parfois à de la méfiance, voire dans de rares cas à de l'agacement ou à l'hostilité.

En règle générale, l'afflux des premiers moments, qui était une nouveauté, n'est plus un élément de surprise pour les populations locales et de ce fait, elles intègrent, selon les propos recueillis auprès des réfugiés, la présence de ceux-ci.

Ils font désormais partie du tissu social ivoirien et se sentent en majorité libres de vivre sur place, tant qu'ils ne créent pas de méfaits et respectent les lois locales, de même que les us et coutumes des communautés dans lesquelles ils sont accueillis.

> *“Les premières semaines, les femmes détournaient le regard quand je passais. Puis un jour, j'ai aidé à pousser une charrette embourbée. Depuis, la même femme m'appelle 'frère' et me confie parfois ses enfants. La confiance s'est construite dans la durée.*[11] *”*

L'accueil est positif, mais il est souvent gâché par la méfiance et la stigmatisation dues à l'origine des réfugiés. Certains groupes socioculturels, comme les Peuls, font ainsi l'objet de préjugés et d'amalgames.

Figure 11. Enquêteurs avec un Groupe d'Adulte Peuls à Téhini

6.4 Formes de Solidarité Internes et Relations avec les Communautés Hôtes

6.4.1 Solidarités Internes entre Réfugiés

La solidarité interne joue un rôle déterminant dans l'installation et l'adaptation des réfugiés. Les personnes déjà présentes sur les sites soutiennent les nouveaux arrivants, leur apportant une aide matérielle, émotionnelle et organisationnelle. Cette entraide contribue à réduire l'isolement, à faciliter les démarches administratives et à offrir un premier filet de protection sociale.

À Niornigué, une femme réfugiée décrit le soutien immédiat qu'elle a reçu :

> *"Quand je suis arrivée à Niornigué, j'ai retrouvé des compatriotes. Grâce à elles, j'ai pu manger, me laver, me reposer. Elles m'ont dit quoi faire pour intégrer le site. Sans elles, je ne sais pas ce que je serais devenue. Ce soutien entre femmes, c'est ce qui m'a tenue debout."*

Propos de la Réfugiée Participante 8 Burkinabè, Niornigué

Cette solidarité interne contribue à maintenir la cohésion du groupe et à accompagner les plus vulnérables dans leur réinstallation.

6.4.2 Relations avec les Communautés Hôtes

Dans plusieurs localités, les réfugiés décrivent un environnement d'accueil marqué par la bienveillance, la tolérance et une cohabitation harmonieuse. Les habitants facilitent parfois l'accès au logement, aux ressources ou aux activités économiques, permettant aux réfugiés de reconstruire progressivement leur quotidien.

À Bouna, un réfugié témoigne d'une absence de discrimination dans la vie de tous les jours :

> *“On ne sent même pas qu'on est des étrangers. On se prend comme des voisins et pas comme des réfugiés. On est en location on paie et on vit comme on le faisait avant il n'y a pas de problèmes on ne nous traite pas d'étrangers.”*

Propos du Réfugié Participant 3 Burkinabè, Bouna

Dans certains cas, les membres des communautés hôtes apportent un soutien essentiel à l'insertion économique. À Ouangolodougou, un réfugié explique :

> *“Un homme peul du village a été très gentil avec moi (…) il m'a offert un petit local que je loue à 5000F le mois, en plus de tout ça il m'a aidé à avoir un travail de gardiennage qui me permet de me faire un peu d'argent.”*

Propos du Réfugié Participant 4 Burkinabè , Ouangolodougou

Les relations sont souvent décrites comme pacifiques et marquées par une forte acceptation :

> *“On vit en harmonie ici avec les Lobi, on n'a pas de soucis avec les gens de la communauté hôte, tout se passe bien on vit en harmonie en tout cas, ils nous prennent comme des frères. Même s'il y a des conflits, moi je ne suis pas informé parce que je suis tout le temps sur le site. Peut-être ceux qui sortent hors du site peuvent avoir des informations sur les conflits, sinon nous ici on n'a pas de problème avec les Lobi.”*

Des leaders locaux participent également activement à l'accueil :

> *“Dès mon arrivée, le chef de quartier a organisé une collecte pour me donner un matelas et des ustensiles de cuisine. “Personne ne dort à terre ici”, m'a-t-il dit. Cette humanité m'a marqué à jamais.*
>
> *L'imam m'a explicitement invité à prier à la mosquée principale : “Ta place est parmi nous”. Pendant le ramadan, on rompt le jeûne ensemble. Ces moments sacrés effacent les différences.”*

Ces gestes renforcent le sentiment d'appartenance et consolident la cohabitation pacifique.

6.4.3 Limites Observées dans l'Insertion Sociale

Malgré une atmosphère globalement positive, certains réfugiés expriment des expériences ponctuelles d'exclusion sociale. Celles-ci ne remettent pas en cause la qualité générale de la cohabitation, mais montrent que certaines frontières communautaires persistent.

À Ouangolodougou, une femme réfugiée évoque une difficulté à intégrer une tontine locale :

> *“Un jour, j'ai demandé si je pouvais rejoindre un groupe de femmes du quartier qui font des tontines. On m'a dit que ce n'était pas pour les déplacées. J'ai eu honte. Depuis, je n'ai plus demandé.”*

Propos de la Réfugiée Participante 9 Burkinabè, Ouangolodougou

Une autre réfugiée rapporte avoir été exclue d'une activité communautaire organisée par une ONG :

> *“Une fois, une ONG a organisé une activité communautaire. Les femmes du village étaient informées, pas nous. Quand j'ai demandé pourquoi, on m'a répondu que c'était réservé aux “habitantes du village”. Ce genre de chose nous fait sentir vraiment mises à l'écart.”*

Propos de la Réfugiée Participante 2 Burkinabè, Ouangolodougou

Ces situations montrent que, même dans un contexte globalement serein, certains réfugiés demandent un accès élargi aux espaces de participation sociale pour se sentir accueillis et pleinement intégrés.

7. Les Pratiques Économiques et Modes de Subsistance

Les résultats des sous-sections 7.1, 7.2 et 7.3 sont basés sur la tranche d'âge 18 ans et plus des données ProGres des localités cibles de l'étude. Et la sous-section 7.4 sur les données de notre échantillon.

7.1 Métiers et Professions Post-Migratoires

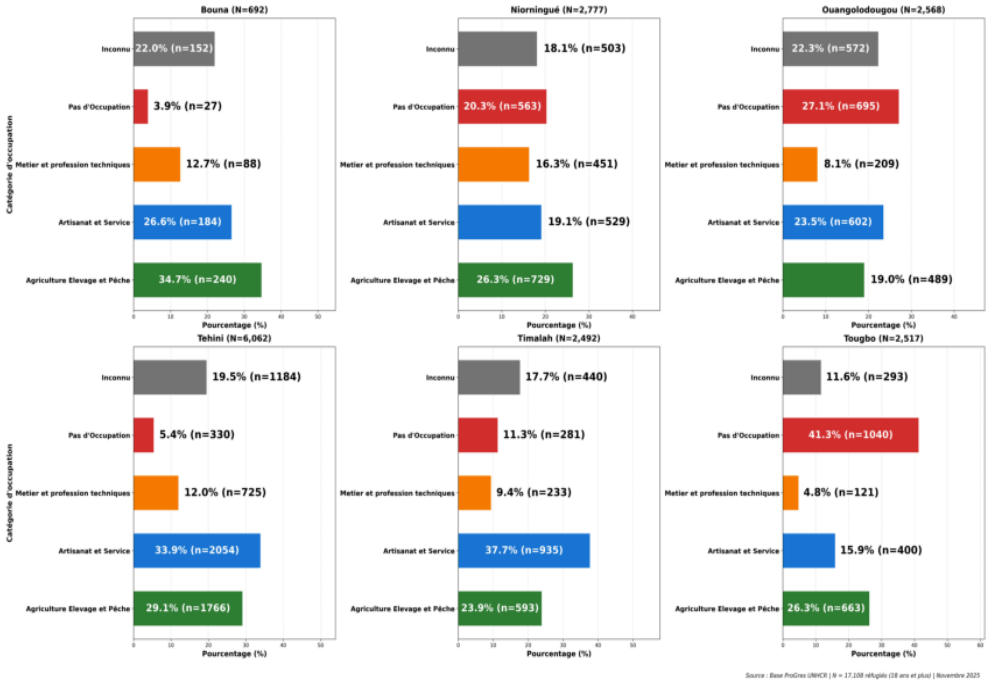

FIGURE 12. Métiers et Professions Post-Migratoires des Réfugiés dans les Localités Cibles de Notre Étude

Le graphique des métiers post-migratoires des réfugiés fait ressortir une forte continuité entre les stratégies économiques développées en contexte de déplacement forcé et les héritages socio-économiques issus des zones d'origine. Les localités de Bouna, Niornigué et Tougbo présentent un profil majoritairement agropastoral, avec des proportions élevées de réfugiés engagés dans l'agriculture et l'élevage après l'installation, atteignant environ 35% à Bouna et 26% à Niornigué et Tougbo, ce qui traduit la persistance de la terre comme repère économique et identitaire, même en situation de déplacement forcé.

À l'inverse, les localités de Timalah et de Téhini se distinguent par une forte concentration d'activités dans l'artisanat et les services, avec des taux post-migratoires élevés estimés à 38% à Timalah et 34% à Téhini, révélant une capacité d'adaptation rapide fondée sur des savoir-faire pratiques et des activités économiquement mobiles.

Ouangolodougou présente un profil plus hétérogène, combinant agriculture (19%) et artisanat/services (24%), reflet d'une pluralité de trajectoires et de stratégies de survie économique en milieu urbain. Dans l'ensemble, ces dynamiques post-migratoires confirment l'absence d'un modèle unique d'insertion économique et soulignent la nécessité de considérer chaque localité comme un espace socio-économique spécifique, structuré par des continuités culturelles et des adaptations contextuelles.

7.1.1 Recommandations

- **Adapter les programmes de développement local** : Les interventions doivent tenir compte des profils spécifiques de chaque localité (agropastoral ou artisanal/service).
- **Renforcer les infrastructures et le marché local** : Faciliter l'accès aux marchés pour la vente de produits agricoles ou artisanaux afin de consolider l'insertion économique.
- **Suivi et évaluation locale** : Mettre en place un suivi des trajectoires économiques post-migratoires pour renforcer les programmes d'insertion et prévenir les vulnérabilités.
- **Soutenir la diversification économique** : En créant des activités additionnelles génératrices de revenus dans les localités agropastorales pour augmenter la résilience économique.

7.2 Répartition des Métiers par Groupe Ethnique

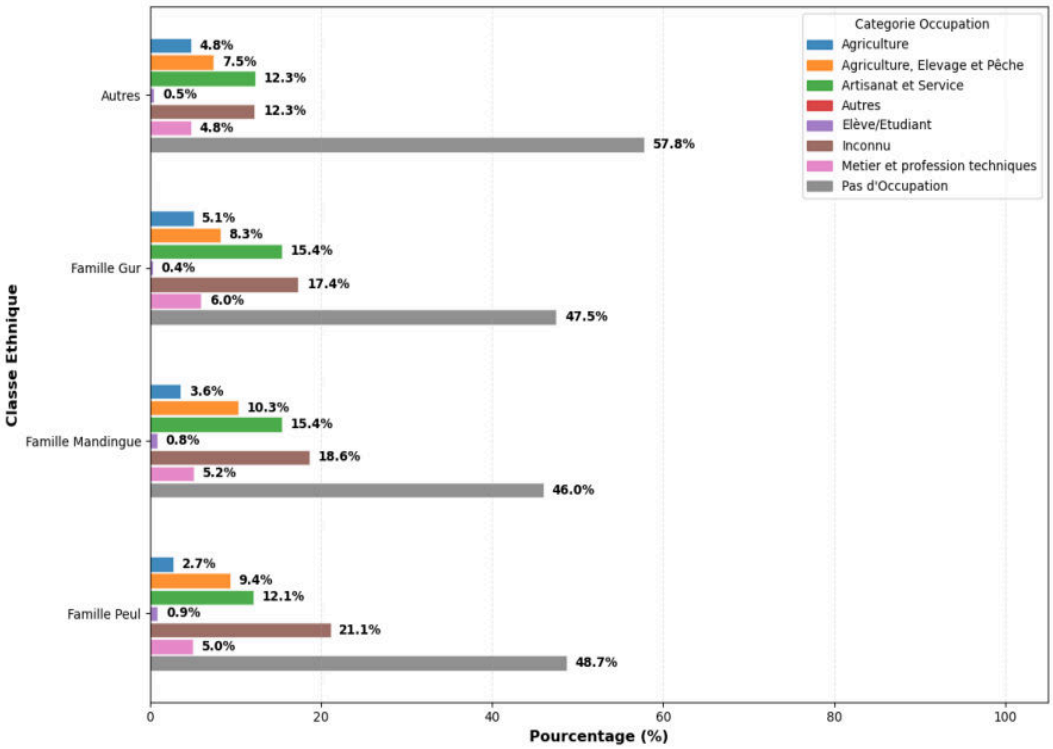

Figure 13. Répartition des Métiers par Groupe Ethnique dans les Localités Cibles de notre Étude

Ce qui est remarquable dans ce graphique, c'est la proportion élevée des réfugiés qui sont actuellement sans métier ou qui n'ont pas déclaré leur occupation. Ce pourcentage est d'environ 71% pour les réfugiés peuls, 65% pour les Mandingues, 65% pour les Gur et 70% pour les «Autres».

Cependant, 12% des réfugiés peuls exercent dans l'artisanat, 10% dans l'«Agriculture, Elevage et Pêche » et 3% uniquement dans l'agriculture. Pour les réfugiés de la famille Gur, 16% pratiquent l'Artisanat et le Service et 8% font « Agriculture, Elevage et Pêche ». Cette répartition est similaire à celle des réfugiés mandingues, où 16% d'entre eux sont dans l'« Artisanat et Service » et 10% dans l'« Agriculture, Elevage et Pêche ».

7.2.1 Recommandations

Face à ce taux élevé de 65-71% de réfugiés sans occupation déclarée, une intervention urgente s'impose. Donner la priorité à des programmes de formation professionnelle adaptés aux compétences traditionnelles. Développer les filières artisanales, intensifier l'accompagnement agropastoral et créer des coopératives ethniquement mixtes pour favoriser l'insertion économique.

L'enjeu est de transformer cette main-d'œuvre disponible en capital productif tout en valorisant les savoir-faire culturels spécifiques de chaque groupe. Un système de mentorat intercommunautaire et l'accès au microcrédit accéléreraient l'autonomisation et réduiraient la dépendance à l'aide humanitaire.

7.3 Rôles du Genre dans l'Économie dans les Localités Cibles

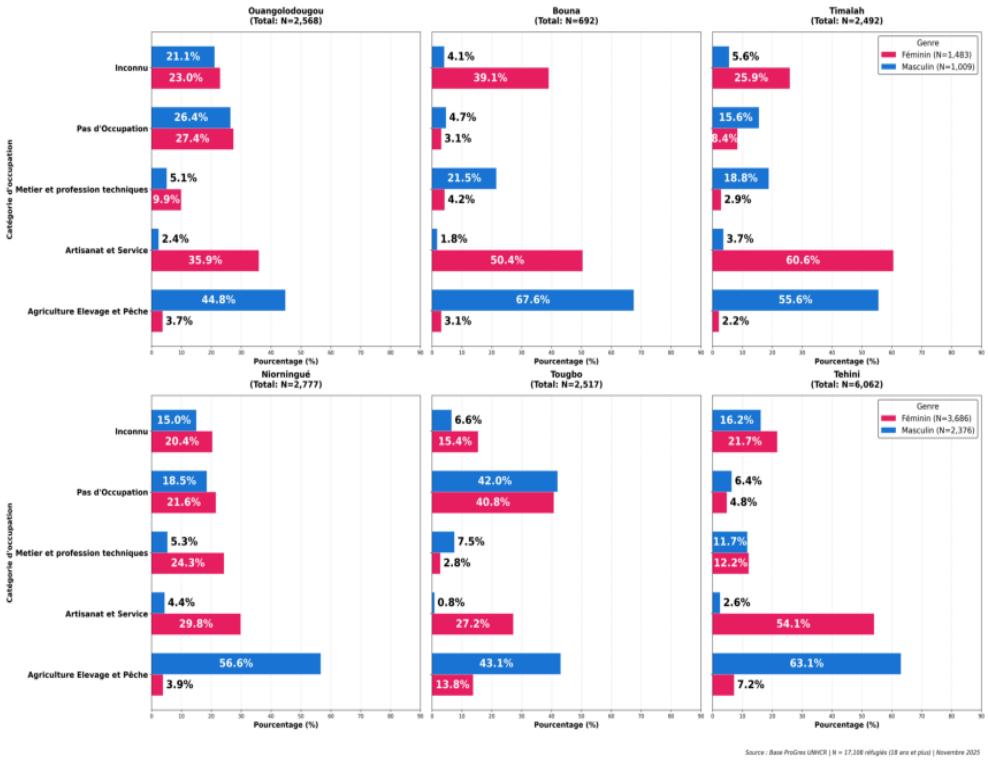

FIGURE 14. Répartition des Réfugiés par Genre selon l'Occupation dans les Localités Cibles de Notre Étude

L'analyse des métiers post-migratoires selon le sexe met clairement en évidence la persistance d'une division sexuelle du travail dans l'ensemble des localités étudiées en Côte d'Ivoire. Les hommes sont majoritairement engagés dans l'agriculture, l'élevage et la pêche, avec des proportions particulièrement élevées à Bouna (68%), Téhini (63%), Niornigué (57%), Timalah (56%), Ouangolodougou (45%) et Tougbo (43%), confirmant le caractère fortement masculinisé de ces activités. Les femmes, sont aussi présentes dans l'agriculture et l'élevage mais sont reléguées à des tâches agricoles secondaires.

À l'inverse, les femmes exercent dans l'artisanat, les services et les petits commerces, avec des taux élevés, notamment à Timalah (61%), Bouna (50%), Téhini (54%), Ouangolodougou (36%), Niornigué (30%) et Tougbo (27%), illustrant une structuration genrée inverse de celle observée dans le secteur agropastoral. Les limitations de la base ProGres ne permettent pas une interprétation fiable des catégories « métier technique », « sans occupation » et « inconnu ».

Figure 15. Marché Développé par les Réfugiés sur le Site de Niornigué

7.3.1 Recommandations Socio-Économiques et Opérationnelles

Pour les Hommes : Éviter la Perte de Statut et Gérer la Question Foncière Ne pas les orienter directement vers une agriculture sédentaire en zone déjà saturée. Proposer des activités valorisant leur expertise Embouche bovine, Production fourragère, Métiers agricoles spécialisés dans les filières locales (anacarde, coton) via des partenariats de métayage sécurisés. Ces solutions limitent les conflits fonciers et préservent leur rôle socio-économique.

Renforcer l'accès aux activités économiques pour les femmes : Mettre en place des formations professionnelles pour les femmes dans différents secteurs, y compris l'agriculture et l'élevage, afin de réduire la séparation des métiers selon le genre.

Approche Transversale : Cohésion Sociale et Reconnaissance du Travail Invisible Mener des enquêtes qualitatives pour identifier les compétences informelles (soins, médiation, agriculture non déclarée). Valoriser ces savoirs dans les programmes de cohésion sociale ou d'entraide interne. Promouvoir des formations mixtes pour éviter de reproduire les inégalités genrées.

7.4 Difficultés Liés à l'Accès à la Terre et aux Ressources Naturelles

7.4.1 Conflits liés à la Terre

Figure 16. Éleveur et son Bovin en Pâturage

Les résultats de notre enquête montrent que les conflits directs entre réfugiés et populations locales concernant l'usage de la terre ou le bétail sont rares voire quasi inexistants. La majorité des participants rapportent une gestion informelle et coopérative des incidents liés aux ressources naturelles.

> *"Comme on est venus bras ballants, ce genre de conflits je n'ai pas encore assisté à ça."*

Propos du Réfugié Participant 1 à Bouna

Dans certaines communes, comme Niornigué, les femmes réfugiées et les membres des communautés hôtes confirment cette absence de conflit :

> *"Il n'y a jamais eu de conflit entre nous et les communautés hôtes."*

Propos de la Réfugiée Participante 1 à Niornigué

Lorsque des incidents surviennent, comme des dégâts causés par des animaux, ils sont généralement résolus localement et rapidement par les personnes concernées, sans intervention externe. Une participante réfugiée de Bouna précise :

> *“Il n’y a pas de querelle, si, il y a dégât des bœufs, c’est les garçons qui s’en occupent, ils gèrent ça, en brousse là-bas et ça se termine là-bas.”*

Propos de la Réfugiée Participante 8 à Bouna

Dans certains cas, des désaccords liés à l’indemnisation des dommages sont négociés directement entre parties, illustrant l’existence de pratiques locales de résolution de conflits :

> *“J’ai un petit bétail qui est une fois rentré dans le champ d’anacarde d’un monsieur. Si on doit payer 5.000 F ils vont dire de payer 200.000 F à 300.000 F. La première fois j’ai payé 200.000 F et la deuxième 150.000 F. Normalement c’était à 300.000 F, j’ai négocié jusqu’à 200.000 F.”*

Propos du Réfugié Participant 6 à Bouna

Ces témoignages montrent que la coexistence pacifique repose sur des règles informelles, un système de négociation directe et une forte volonté de maintenir des relations harmonieuses entre réfugiés et communautés locales. L’approche participative et pragmatique des incidents liés aux ressources naturelles contribue à prévenir l’escalade des tensions et à maintenir la stabilité sociale dans les zones d’accueil.

7.4.2 Accès à l'eau et Gestion des Ressources Hydriques

FIGURE 17. Réfugiées autour d'une Pompe d'Eau sur le Site de Niornigué

Dans les communes étudiées, l'accès à l'eau potable se fait de manière partagée et organisée, favorisant une coexistence harmonieuse entre réfugiés et communautés locales. Les pratiques locales, comme le respect du tour de passage ou l'entraide entre voisins, permettent de garantir l'accès aux ressources sans générer de tensions. Cette coopération illustre l'importance des règles informelles et de la solidarité dans la gestion quotidienne des besoins essentiels.

À Bouna, les réfugiés bénéficient d'un accès fluide aux points d'eau et rapportent que les communautés locales n'empêchent personne de puiser de l'eau, même chez les voisins, tant que chacun respecte les arrangements collectifs. Cette organisation contribue à une bonne cohabitation et renforce le sentiment d'inclusion des réfugiés dans la vie communautaire.

> *"Il n'y a pas de différence. Même si tu veux de l'eau, tu vas chez le voisin et on ne t'empêche pas de puiser de l'eau."*

Propos de la Réfugiée Participante 2 à Bouna

> *“Vraiment il y a la cohabitation, et franchement dire c’est une bonne cohabitation, il n’y a pas quelqu’un qui nous dérange, et nous on a la chance d’avoir l’accès à l’eau.”*

Propos du Réfugié Participant 5 à Bouna

En revanche, dans certaines communes comme Ouangolodougou, la rareté et la qualité de l’eau constituent des défis majeurs. Les pannes fréquentes des puits et des pompes obligent les habitants à attendre la réparation des installations ou à chercher des sources alternatives, ce qui accroît le temps et l’effort nécessaire pour se procurer l’eau.

> *“L’eau est notre souci quotidien. Parfois on tombe malade à cause de la qualité de l’eau qu’on trouve ailleurs. Je recommande que des forages soient installés à des endroits stratégiques.”*

Propos du Réfugié Participant 2 à Ouangolodougou

> *“Enfin, pour l’eau, on a besoin d’un vrai système d’entretien des installations. Trop de puits sont cassés et laissés comme ça.”*

Propos du Réfugié Participant 3 à Ouangolodougou

> *“L’eau, c’est un vrai problème. Parfois, on fait la queue pendant des heures, et les enfants sont fatigués. Il faudrait plus de forages, et surtout un système pour entretenir les puits qui se cassent.”*

Propos de la Réfugiée Participante 3 à Ouangolodougou

Malgré ces contraintes, aucune tension sociale majeure n’est signalée. L’expérience des communautés locales et des réfugiés montre que la cohabitation pacifique repose sur le respect mutuel, la coopération et l’adaptation aux contraintes environnementales. Ces pratiques collectives garantissent un accès équitable à l’eau et renforcent la résilience communautaire face à la rareté de la ressource.

7.4.3 Recommandations pour la Gestion Durable des Ressources et la Cohabitation Pacifique

Formalisation des Mécanismes Locaux de Gestion Foncière et Pastorale

- Établir un barème de compensation transparent pour les dégâts agricoles causés par le bétail, covalidé par les chefs coutumiers, les comités villageois et les représentants des réfugiés, afin de prévenir les dédommagements disproportionnés et garantir l'équité.
- Créer des comités de paix locaux mixtes par village, incluant éleveurs, agriculteurs et réfugiés, pour la médiation rapide, l'anticipation des tensions et le partage d'information sur les règles locales auprès des nouveaux arrivants.

Prévention des Conflits liés au Bétail

- Aménager des couloirs de passage pour le bétail en périphérie des zones agricoles sensibles afin de limiter les intrusions accidentelles dans les champs.
- Créer des brigades communautaires de régulation composées d'éleveurs, de jeunes locaux et de volontaires réfugiés pour intervenir rapidement en cas d'intrusion et sensibiliser au gardiennage strict du bétail, notamment en saison pluvieuse.

Amélioration de la Gestion et de l'Accès aux Ressources Hydriques

- Lancer un programme d'urgence pour l'eau : réhabiliter les puits en panne et construire de nouveaux forages dans les zones critiques pour réduire les temps d'attente et prévenir les maladies hydriques.
- Structurer des comités mixtes de gestion de l'eau (réfugiés, femmes, jeunes, autorités) responsables de l'entretien, de la régulation des tours de passage et du suivi des pannes, avec formation d'artisans locaux et réfugiés à la maintenance des pompes.

Renforcement de la Coopération et Inclusion sociale

- Organiser des activités communautaires conjointes autour des ressources (entretien des forages, jardins communautaires, micro-projets d'élevage ou de maraîchage) pour transformer les points de tension potentiels en leviers de coopération.
- Valoriser le rôle des femmes dans les comités de gestion des ressources et soutenir leur autonomisation par des formations techniques et des activités économiques partagées entre réfugiées et hôtes.
- Mener des campagnes de sensibilisation mettant en lumière les pratiques de solidarité existantes et les témoignages de cohabitation réussie, pour consolider la cohésion sociale et prévenir les discours de division.

7.5 Participation aux Stratégies de Développement Local

La participation des réfugiés aux stratégies de développement local apparaît comme un enjeu majeur, tant pour leur insertion que pour la vitalité socio-économique des communautés hôtes. Plusieurs éléments expliquent leur volonté affirmée de contribuer activement aux dynamiques locales.

D'une part, une grande majorité d'entre eux est arrivée avec des compétences professionnelles diversifiées, artisanat, agriculture, couture, mécanique, bâtiment, qui peuvent constituer un apport réel pour le développement économique local. Cette richesse de savoir-faire représente un potentiel productif immédiatement mobilisable par les communautés hôtes.

D'autre part, une part importante des réfugiés enquêtés est composée de personnes âgées de 18 à 49 ans, constituant ainsi une main-d'œuvre active, disponible et disposée à s'engager dans les activités économiques locales. Cette disponibilité est particulièrement significative dans des zones rurales où la force de travail est un élément déterminant de la dynamique communautaire.

Par ailleurs, la situation sécuritaire globalement stable en Côte d'Ivoire, comparée à l'instabilité persistante au Burkina Faso, conduit de nombreux réfugiés à envisager une installation durable, à moyen ou long terme. Dans cette perspective, contribuer au développement local est perçu comme un moyen de renforcer leur insertion et d'établir une relation bénéfique avec la communauté hôte.

Cette dynamique s'inscrit aussi dans une histoire migratoire ancienne. En effet, bien avant la crise sécuritaire au Burkina Faso, la Côte d'Ivoire accueillait déjà des migrants burkinabè venus y chercher des opportunités économiques, et dont l'activité a largement contribué au développement des zones rurales et urbaines du Nord. Cette continuité historique crée un terrain favorable à la participation des réfugiés actuels, dont les profils professionnels s'inscrivent souvent dans la même logique. Cependant, cette question demeure complexe, car elle se situe à l'intersection de deux réalités sociales : la tradition de migration économique et la nouvelle réalité des flux forcés par la dégradation de la situation sécuritaire. Entre le statut de migrant et celui de réfugié, la frontière devient floue, rendant plus difficile la définition de leurs droits, leur prise en charge et leur insertion dans les mécanismes institutionnels de développement local.

Dans les faits, plusieurs réfugiés mettent en avant leurs compétences comme un levier d'insertion économique. Les témoignages recueillis illustrent la diversité de ces activités :

> *“Il y a plusieurs activités sociales ici : des tailleurs, des couturiers, des mécaniciens qui arrivent à subvenir à leurs besoins grâce à leur travail. Certains d'entre nous travaillent comme maçons ou menuisiers en ville. D'autres fabriquent des chaises et lits traditionnels à vendre.”*

> *“Je cousais des boubous là-bas. Ici sans machine, je répare des habits à la main.*
> *Un atelier me prend en contrat : on me montre un modèle, si le prix convient, je couds.”*

Ces activités montrent une volonté claire d’autonomie, mais elles révèlent également certaines limites structurelles. En effet, beaucoup d’artisans rencontrent des obstacles importants pour s’établir à leur propre compte, accéder aux outils de production ou obtenir des services financiers adaptés. Ces contraintes freinent leur capacité à prospérer, malgré une motivation forte et des compétences reconnues.

8. Les Profils Socioculturels des Réfugiés dans les Localités Cibles

Les résultats de la sous-section 8.1 proviennent des données de la base ProGres dans les localités cibles de notre étude .

8.1 Langues Parlées par Les Réfugiés Selon la Localité

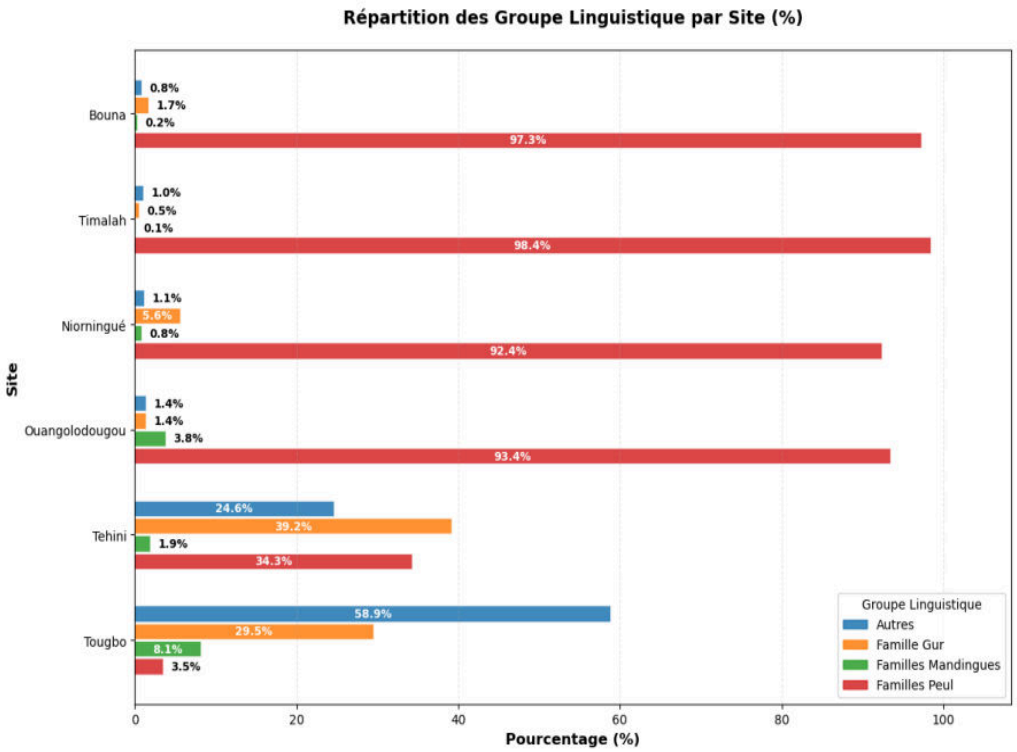

Figure 18. Répartition des Langues Parlées dans les Localités Cibles de Notre Étude

L'analyse de la figure 18 révèle une diversité linguistique contrastée selon les communautés d'accueil. La composition linguistique varie considérablement d'une localité à l'autre avec des profils allant de l'homogénéité quasi totale à une diversité beaucoup plus marquée. Cette répartition inégale des groupes linguistiques reflète probablement des flux migratoires différenciés et des zones d'origine distinctes des populations réfugiées.

Quatre communautés présentent une très forte homogénéité linguistique dominée par la famille peule. Timalah affiche la concentration la plus élevée avec 98% de sa population réfugiée appartenant à ce groupe linguistique. Bouna suit de près avec 97% tandis que Ouangolodougou et Niornigué enregistrent respectivement 93% et 92%. Dans ces localités, les autres groupes linguistiques sont pratiquement absents avec des proportions inférieures à 6% pour la famille Gur et moins de 2% pour les autres groupes. Cette forte homogénéité suggère que ces sites accueillent principalement des réfugiés provenant de zones géographiques similaires où les langues Peul constituent les langues dominantes.

Le site de Tehini présente un profil intermédiaire avec une diversité linguistique plus équilibrée. La famille Gur y représente 39% de la population réfugiée constituant le groupe le plus important. Les familles Peul comptent pour 34% tandis que les autres groupes linguistiques atteignent 25%. Les familles Mandingues représentent 2%. Cette répartition plus équilibrée indique que Tehini accueille des réfugiés issus de zones d'origine plus variées créant ainsi une composition linguistique plus hétérogène.

Tougbo se distingue nettement de tous les autres sites par sa très forte diversité linguistique. Les autres groupes linguistiques y représentent 59% de la population réfugiée constituant la majorité absolue. La famille Gur compte pour 30% tandis que les familles Mandingues représentent 8% et les familles Peul seulement 4%. Cette configuration unique suggère que Tougbo accueille des populations réfugiées provenant de zones géographiques et linguistiques différentes de celles des autres sites.

Cette hétérogénéité de la composition linguistique entre les sites a des implications importantes pour la gestion de l'accueil et l'intégration des réfugiés. Les sites à forte homogénéité linguistique comme Timalah et Bouna peuvent bénéficier d'une cohésion sociale potentiellement plus forte au sein des populations réfugiées.

Les liens linguistiques communs peuvent faciliter la communication et l'entraide communautaire ainsi que le maintien des structures sociales traditionnelles. Cependant, cette concentration peut également créer des défis si les populations hôtes parlent des langues différentes nécessitant des efforts particuliers pour favoriser la coexistence pacifique et l'accès aux services essentiels à travers des services d'interprétation et de médiation linguistique.

8.1.1 Recommandations Stratégiques pour l'insertion Linguistique des Réfugiés

L'analyse des profils linguistiques révèle trois priorités d'intervention pour assurer une insertion équitable des populations réfugiées. Il est essentiel de mettre en place un dispositif de médiation linguistique dont la composition reflète la diversité des groupes en présence.

Ce dispositif repose sur le recrutement et la formation de médiateurs issus des principales familles linguistiques, capables de communiquer avec les groupes dominants et minoritaires. Un comité incluant représentants réfugiés, autorités locales et acteurs humanitaires assurera le suivi des dynamiques linguistiques, identifiera les besoins de traduction et préviendra les discriminations liées aux langues.

La traduction systématique des messages essentiels dans les principales langues des réfugiés doit être institutionnalisée. Tous les services publics critiques (santé, éducation, protection, état civil) doivent intégrer des agents ou interprètes maîtrisant les langues dominantes locales. Les supports d'information doivent être adaptés aux profils linguistiques et diffusés par canaux oraux et écrits, avec des relais communautaires chargés de garantir que les groupes minoritaires soient entendus et que l'information soit comprise.

La diversité des langues doit être transformée en levier d'insertion par des programmes valorisant les langues maternelles comme base pour l'apprentissage du français. Les espaces communautaires où coexistent différentes langues permettent la rencontre entre réfugiés et populations d'accueil sans imposer une langue unique. La valorisation publique des langues minoritaires réduit les hiérarchies symboliques et renforce la dignité des réfugiés.

Cette approche nécessite un suivi régulier des profils linguistiques et l'adaptation continue des dispositifs aux évolutions démographiques, garantissant ainsi une communication effective avec tous les bénéficiaires.

8.2 Pratiques Religieuses

Les Peuls, les Malinké et les Mossi sont à majorités musulmans, mais ils pratiquent l'islam de manière différente, en fonction de leurs traditions et de leur culture (Jean-Pierre Olivier de Sardan, 1984).

Les Peuls associent l'islam et les conseils des marabouts pour les prières, la protection du bétail et de la famille (Danièle Kintz, 2022) . Chez les Mossi, l'islam est pratiqué en combinaison avec les croyances traditionnelles. Ils continuent à honorer leurs ancêtres par des sacrifices et des cérémonies spéciales, tout en respectant les règles et les lois de l'islam (Bornand, 2008) . En revanche, les Malinké observent l'islam de manière plus stricte et mettent l'accent sur l'éducation religieuse. Les enfants passent beaucoup de temps à apprendre le Coran, la récitation et les principes religieux (Koudbi Kaboré, 2022) .

8.3 Normes Éducatives et de Santé

8.3.1 Normes Éducatives

Chez les Peuls, l'éducation se fait selon les traditions locales. L'apprentissage se fait principalement en observant et en écoutant les anciens. Les enfants participent tôt aux activités quotidiennes des éleveurs pour apprendre par la pratique. Ils acquièrent ainsi des compétences pour s'occuper du bétail, trouver de l'eau et gérer les pâturages, tout en assimilant les histoires et savoirs familiaux (Danièle Kintz, 2022) .

Chez les Malinké c'est plutôt l'éducation religieuse qui occupe une place centrale. Les enfants passent beaucoup de temps dans les écoles coraniques, où ils apprennent le Coran, et les règles de l'islam. L'éducation formelle est moins fréquente, mais certains enfants y ont accès selon les familles (Adama Ouedraogo, 2008) .

Chez les Mossi, l'éducation traditionnelle est centrale. L'apprentissage est centré sur l'observation des adultes et la participation aux activités villageoises, telles que l'agriculture, la cuisine ou l'organisation des cérémonies. Les enfants apprennent ainsi dès leur plus jeune âge à travailler et à vivre en communauté. Cependant, l'éducation moderne commence à se développer, mais n'est pas encore accessible à tous (Bornand, 2008) .

8.3.2 Normes de Santé

Pour être en bonne santé, les Peuls utilisent des plantes médicinales pour soigner les maladies courantes et font appel à des prières ou des rituels lorsque la maladie est perçue comme ayant une cause spirituelle (Danièle Kintz, 2022) .

Les Malinké utilisent principalement les plantes médicinales et complètent parfois les traitements par des protections religieuses, comme des amulettes ou des prières, pour éloigner les maladies ou les esprits mauvais (Epelboin Alain, 1983) .

Les Mossi se soignent avec des plantes médicinales et pratiquent également des rituels de purification collectifs ou individuels pour traiter certaines maladies ou prévenir des problèmes de santé (Sita Sanon, 2003) .

8.4 Rituels, Alimentation, Représentations du Corps et du Soin

Chez les Peuls, l'alimentation repose surtout sur les produits laitiers comme le lait frais, le lait fermenté, le beurre et parfois le fromage traditionnel. Ils complètent leurs repas avec des céréales comme le mil ou le sorgho et le fonio (Nicholas Minot, 2020) . Les rituels occupent une place centrale dans leur vie quotidienne, notamment les prières, les bénédictions, les chants traditionnels et les cérémonies qui accompagnent les événements importants de la communauté.

Pour les soins du corps, les Peuls utilisent beaucoup le beurre de karité, qui sert à hydrater la peau et à protéger contre le soleil. Lors des cérémonies importantes, les femmes utilisent aussi le henné pour décorer les mains et les pieds, ce qui marque la beauté et le respect des traditions (Hagberg Sten, 2001) . Chez les Malinké, l'alimentation est centrée sur le riz, souvent accompagné de sauces de feuille de manioc, de patate douce, d'aubergine ou de sauces à base de pâte d'arachide. Ces repas sont préparés en grande quantité pour nourrir toute la famille.

Les rituels tels que les mariages traditionnels et les fêtes religieuses sont des moments très importants, ils durent plusieurs jours, avec des repas collectifs, de la musique, des danses et beaucoup de solidarité entre voisins et familles. Pour les soins du corps, les Malinké utilisent des bains à base de plantes prendre soins de la peau et renforcer le corps. Ils appliquent aussi des huiles traditionnelles, parfois mélangées à des herbes, et utilisent des amulettes religieuses censées apporter protection et tranquillité (Fred Lindsey, 2002) .

Chez les Mossi, l'alimentation repose principalement sur le tô de mil, accompagné de sauces de légumes, de gombo ou d'arachides. Ce plat est au centre des repas quotidiens et reflète leur mode de vie agricole. Pour les soins du corps, les Mossi utilisent des massages à base de plantes, souvent pour soulager la fatigue ou les douleurs. Ils pratiquent aussi des rituels de purification, individuels ou collectifs, destinés à rétablir l'équilibre du corps et de l'esprit et à protéger contre les maladies ou les influences négatives (Sita Sanon, 2003) .

8.5 Recommandations

Pratiques Religieuses :

Consulter les figures religieuses locales avant toute intervention. Les communautés articulent la foi différemment : certaines combinent conseils spirituels et protection familiale via les marabouts, d'autres privilégient l'éducation coranique intensive, d'autres encore maintiennent cultes ancestraux parallèlement à l'observance religieuse. Ne jamais uniformiser ni opposer structures religieuses et programmes modernes. Impliquer les leaders religieux comme relais légitimes pour garantir l'acceptation communautaire.

Normes Educatives

Concevoir l'école formelle comme complément, non substitut de l'éducation traditionnelle ou religieuse. L'apprentissage repose sur l'observation et la participation : activités pastorales, travaux agricoles ou mémorisation des textes sacrés selon les contextes. Impliquer les anciens, marabouts et chefs de famille dans la conception des contenus éducatifs. Intégrer des méthodes participatives (contes, chants, savoir-faire locaux). Adapter rigoureusement les horaires aux cycles de travaux agricoles, éducation religieuse, etc. Cette flexibilité conditionne la fréquentation et l'appropriation.

Normes de Santé

Établir un dialogue respectueux avec tradipraticiens, guérisseurs, médecins et agents de santé de la médecine moderne ; présenter les soins modernes comme accompagnement et non un remplacement. Les plantes médicinales constituent la première ressource thérapeutique. Les maladies sont souvent perçues comme ayant des causes spirituelles nécessitant prières, amulettes ou rituels de purification. Cartographier les plantes médicinales locales et former des relais communautaires à leur usage sécurisé. Impliquer leaders religieux dans les campagnes sanitaires. Associer séances de sensibilisation aux prières de protection. Intégrer amulettes et rituels de purification dans les programmes d'hygiène sans les dénigrer. Cette approche inclusive évite les résistances.

Alimentations, Rituels et Soins du Corps

Adapter les programmes aux régimes alimentaires locaux ; utiliser les rituels comme leviers de développement ; valoriser les pratiques corporelles traditionnelles. Respecter les systèmes alimentaires existants : produits laitiers et céréales pour les pasteurs, céréales locales et sauces végétales pour les agriculteurs. Soutenir la production locale et les circuits courts plutôt qu'imposer des modèles externes. Planifier les interventions en tenant compte impérativement des calendriers religieux et grandes cérémonies (mariages, fêtes) . Mobiliser ces moments de forte participation pour transmettre messages éducatifs ou sanitaires. Encourager et promouvoir les pratiques corporelles (beurre végétal, bains de plantes, massages, colorants) : elles renforcent l'identité culturelle. Les valoriser dans des programmes d'économie solidaire ou de bien-être.

9. Les Trajectoires Migratoires et l'Impact Psychologique

9.1 Violences Vécues

Les réfugiés de notre échantillon décrivent des expériences marquées par des attaques directes, des agressions en chemin et des situations d'extrême danger ayant précipité leur départ. Plusieurs femmes et hommes réfugiés burkinabè de Ouangolodougou évoquent des situations tragiques et dramatiques, telles que les villages incendiés, des tirs sur les civils et des marchés attaqués, les obligeant à fuir dans la précipitation avec leurs enfants. Ces événements ont laissé des séquelles profondes : troubles psychologiques, peur, réticence et méfiance extrême jusqu'à en garder le silence sur ces sujets qui fâchent et qui réveillent des souvenirs sombres, notamment dans la ville d'étude de Bouna.

> *“Mon village a été attaqué de nuit. Ils ont brûlé nos maisons et tiré sur les hommes.*
> *J'ai fui pieds nus avec mes enfants. Depuis ce jour, je ne dors plus tranquille.”*

Propos d'une Réfugiée Burkinabè – FG Femmes, Ouangolodougou

Ce témoignage met en lumière l'impact psychologique durable des violences subies : les attaques ne sont pas seulement des événements passés, mais des expériences qui continuent de structurer la vie quotidienne.

> *"Ils ont attaqué notre marché un vendredi. Des femmes ont été frappées, les hommes emmenés. Même aujourd'hui, quand j'entends un bruit fort, je panique."*

Propos d'une Réfugiée Burkinabè – FG Femmes, Ouangolodougou

Ce récit illustre la persistance des traumatismes, montrant comment la violence passée réactive des peurs immédiates dans le contexte d'accueil.

9.2 Relations avec les Groupes Armés

Selon les réfugiés de notre échantillon, les réfugiés décrivent des relations marquées par la contrainte et la menace. Plusieurs femmes de Hambdallaye rapportent la présence répétée de groupes armés dans leurs localités d'origine, imposant des règles et cherchant à enrôler les jeunes, parfois de force.

> *"Là où on vivait, les groupes armés venaient souvent. Ils voulaient que nos enfants les rejoignent. Mon fils a failli être enrôlé de force."*

Propos d'une Réfugiée Burkinabè – FG Femmes, Ouangolodougou

Ce témoignage montre que la pression exercée par les groupes armés affectait directement les familles, transformant les villages en espaces de peur et d'incertitude.

Chez les hommes d'Hambdallaye, les récits montrent une volonté forte de rompre avec la violence. Plusieurs réfugiés déclarent avoir fui précisément pour échapper aux injonctions à combattre.

> *"J'ai fui parce qu'on voulait nous forcer à nous battre. Je ne veux plus jamais tenir une arme."*

Propos d'un Réfugié Burkinabè – FG Hommes, Ouangolodougou

les réfugiés de notre échantillon sur les sites de Timalah et de Niornigué , ainsi que dans le ville de Bouna jugent la question des relations avec les groupes terroristes très sensible et souhaitent ne pas en parler.

9.3 Rôle de la Mémoire Collective

La mémoire collective joue un rôle central dans la manière dont les réfugiés reconstruisent leurs trajectoires et interprètent la sécurité dans les zones d'accueil. Les femmes de Ouangolodougou partagent des souvenirs communs d'attaques, de fuites nocturnes et d'agressions sur les routes, constituant un socle mémoriel partagé qui façonne les perceptions actuelles.

> *“On a été arrêtées sur la route par des hommes armés. Ils voulaient savoir s'ils pouvaient nous “utiliser”. On s'est échappées grâce à un paysan.”*

Propos d'une Réfugiée Burkinabè – FG Femmes, Ouangolodougou

Ce type de souvenir est récurrent dans le groupe. Il nourrit une vigilance extrême, une sensibilité exacerbée au danger et un besoin constant de sécurité.

Chez les hommes, la mémoire collective est également associée à la disparition de jeunes ou à leurs tentatives d'enrôlement. Elle sert d'avertissement et structure une identité communautaire basée sur le rejet de la violence.

> *“J'ai vu des jeunes de mon quartier disparaître parce qu'ils étaient en colère, sans avenir. Ils ont suivi des promesses qui n'ont mené à rien.”*

Propos d'un Réfugié Burkinabè – FG Hommes, Ouangolodougou

Dans les quartiers de Koko et à Bouna, la mémoire collective s'exprime différemment : non pas par la mise en récit, mais par le silence. L'absence de réponses face aux questions sensibles constitue en elle-même un mécanisme de protection.

9.4 Recommandations

Renforcer l'Appui Psychosocial et la Prise en Charge des Traumatismes

- Mettre en place ou renforcer des cellules d'écoute psychosociale avec du personnel formé en traumatologie.
- Organiser des groupes de parole différenciés (femmes, hommes, jeunes) dans des cadres sécurisés.
- Sensibiliser les équipes humanitaires aux manifestations du stress post-traumatique.
- Faciliter les référencements vers des structures spécialisées pour les cas complexes.

Prévenir la Stigmatisation Liée aux Groupes Armés

- Renforcer les campagnes communautaires contre l'amalgame "réfugié = combattant".
- Former leaders locaux et acteurs humanitaires à une communication non stigmatisante.
- Assurer des entretiens confidentiels et non intrusifs.
- Intégrer la notion de "sécurité perçue" dans les programmes de protection.

Protéger les Enfants et Adolescents contre les Risques de Manipulation

- Créer des espaces sûrs pour les jeunes (éducation, sport, apprentissage).
- Sensibiliser parents et leaders communautaires aux signes de manipulation.
- Introduire des modules d'éducation à la paix dans les activités jeunesse.
- Coordonner discrètement avec les autorités locales sur les risques potentiels.

Valoriser la Mémoire Collective comme Outil de Résilience

- Utiliser des approches culturelles (théâtre forum, contes, médiation culturelle).
- Mettre en place des espaces d'expression adaptés à chaque groupe.
- Documenter les récits de manière éthique pour nourrir les programmes de paix.

Renforcer la Cohésion entre Réfugiés et Communautés Hôtes

- Organiser des activités mixtes réfugiés–hôtes (agriculture, hygiène, projets communautaires).
- Former autorités locales et leaders religieux aux impacts psychologiques du déplacement.
- Mettre en place des comités de paix mixtes.
- Soutenir des projets communautaires conjoints pour renforcer la confiance.

Adapter l'Approche Humanitaire à la Sensibilité du Sujet

- Respecter le silence comme mécanisme de protection.
- Former les équipes à la lecture des signaux non verbaux.
- Adapter les Outils de Collecte pour Réduire la Charge Emotionnelle.

10. Les Déterminants Liés au Choix de la Communauté d'Accueil

Les résultats de cette section 10 sont basés sur les données de notre échantillon .

FIGURE 19. Nuage de Mots : Choix de la Communauté d'Accueil

10.1 Proximité Géographique et Recherche de Sécurité

Le nuage de mots met en évidence deux logiques principales dans le choix de la communauté d'accueil des réfugiés Burkinabè. Environ 85% des réfugiés de notre échantillon déclarent ne connaître « personne » dans leur localité d'accueil. Leur arrivée semble donc avoir été motivée par des facteurs conjoncturels liés à la fuite de la guerre, des violences graves et de l'insécurité. Dans ce cas, le choix du lieu d'installation est dicté par l'urgence de trouver un endroit sûr pour se protéger.

> *"C'est la guerre qui m'a obligée à fuir mon pays. Des violences graves ont eu lieu : des gens ont été tués chez moi, parfois au hasard, y compris dans ma propre cour. Un jour, des hommes armés sont entrés et ont commencé à tirer sans distinction. Dans certains cas, ils cherchaient des personnes précises et, ne les trouvant pas, ils ont tué d'autres à leur place.*[1] *"*

> *Après avoir fui mon village, j'ai réussi à atteindre Doropo, souvent après de longues marches à pied ou en prenant un véhicule à mes frais ou avec d'autres. Certaines d'entre nous ont marché jusqu'à 20 km avant d'arriver à un point de regroupement. D'autres sont d'abord passées par Bobo-Dioulasso avant d'arriver à Doropo.*
>
> *Comme Bouna c'est la ville frontalière de Ghana et du Burkina, et c'est la grande ville plus proche des frontières donc on a fui pour venir à Bouna ici. Au lieu d'aller à Bondoukou ou bien à Abengourou, c'est Bouna qui est la grande ville plus proche. Et puis quand on arrive à Bouna, on sait qu'il n'y a pas problèmes, il n'y a rien et on est à l'aise donc voilà pourquoi on vient à Bouna .*

10.2 Liens Familiaux et Réseaux Sociaux

Certains réfugiés, environ 10% de notre échantillon, mentionnent avoir retrouvé des personnes du même village ou de la même province où ils étaient au Burkina. Et environ 5% disent avoir entendu que leur mari, leurs frères ou un membre de leur famille avaient trouvé refuge dans la localité d'accueil et que dans cette localité, les habitants sont en sécurité.

Les mots comme *"connaissais", "famille", "village", "certaines personnes"* traduisent le rôle crucial des réseaux sociaux dans le processus d'insertion. Avoir des proches, des amis ou des compatriotes dans la zone d'accueil semble avoir facilité leur arrivée, leur orientation et leur insertion. Ces réseaux constituent à la fois une source de soutien matériel (hébergement, nourriture, information) et une base affective rassurante dans un contexte d'exil.

10.3 Liens Historiques et Socio-Culturels

La Côte d'Ivoire et le Burkina partagent une frontière longue de 584 kilomètres. De ce fait, et des décennies avant la crise sécuritaire au Sahel, les populations de part et d'autre de la frontière avaient tissé des liens commerciaux et partageaient des pratiques sociales, des traditions et des modes de vie similaires. Par exemple, la religion musulmane, les cérémonies de mariage, la nourriture, les danses, etc. Ceci a influencé le choix de la communauté hôte par certains réfugiés.

> *Pour la nourriture, c'est presque pareil, sauf certains interdits religieux. Certains plats diffèrent, mais nous coexistons malgré tout. Les danses aussi sont différentes, mais quand on danse le Fulfudé, cela plaît aux autres, et ils se joignent à nous.*[5]

10.4 Présence d'Autorités Publiques et de Marchés

Certains termes comme *"marché", "place", "site", "autorités"* indiquent que le choix ne repose pas uniquement sur la dimension culturelle ou familiale. Des facteurs tels que la présence d'un marché, la disponibilité d'un site d'accueil, la protection des autorités locales ont également influencé la décision.

En résumé, ce graphique illustre la diversité des parcours : certains réfugiés ont choisi leur communauté d'accueil grâce à des attaches sociales et culturelles préexistantes, ce qui a facilité leur insertion. D'autres, au contraire, sont arrivés sans connaître personne, contraints par les violences et la recherche de sécurité, et ont dû développer des stratégies d'adaptation pour s'intégrer.

10.5 Le Rôle des Réseaux Amicaux et des Rapports Humains Antérieurs

Les frontières entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ne constituent pas une barrière étanche qui empêche les échanges entre les populations des deux pays. Ces échanges existent et se sont développés depuis longtemps, constituant un point d'ancrage pour les différentes vagues de réfugiés. Comme un symbole d'ailleurs, des familles se retrouvent de part et d'autre de la frontière et portent parfois les mêmes patronymes.
En venant en Côte d'Ivoire, ces populations peuvent non seulement compter sur ces relations historiques, amicales et familiales, mais aussi sur les amis et connaissances les ayant précédés dans cet exil forcé. Il peut s'agir de personnes retrouvées au hasard des pérégrinations ou de personnes qui les ont incitées à venir sur place en leur fournissant les informations nécessaires avant d'entreprendre le voyage depuis le Burkina Faso voisin.

> *"En arrivant à Doropo, j'ai retrouvé quelqu'un que je connaissais, ou un membre de ma famille élargie, comme le frère de mon mari. Ces personnes m'ont hébergée, m'ont guidée dans les démarches pour m'enregistrer, et m'ont orientée vers ce site. Grâce à elles et à l'aide des ONG, j'ai pu recevoir des vivres et être transférée ici.*[7] *"*

Les réseaux d'amis et les appuis familiaux jouent à cet effet un rôle fondamental, non seulement dans le choix de la destination par les réfugiés, mais également dans leur processus d'insertion et de socialisation.

Certes, ce sont les autorités ivoiriennes qui orientent les nouveaux venus vers les sites mis en place, mais une partie non négligeable s'installe également en communauté au sein même de la population et, à ce titre, ce sont surtout les compatriotes précurseurs qui constituent les premiers appuis. Ainsi, les nouveaux arrivants peuvent compter sur eux pour faciliter l'accès au logement, à l'emploi et à l'information. Cela permet à ces derniers de ne pas se retrouver ostracisés, déboussolés ou incapables de surmonter les premiers moments de choc.

“

Si j'ai choisi de venir en Côte d'Ivoire, c'est parce que j'avais entendu depuis mon pays qu'il y avait la paix ici. Ce n'est pas une personne sur place qui m'a motivée, mais plutôt l'assurance de trouver un endroit sûr. Depuis mon arrivée, j'ai constaté que c'était vrai : je vis en paix et en sécurité.[8]

Étant au Burkina on a appris qu'il y'avait certains que s'étaient réfugiés en Côte d'Ivoire. Ils ont appelé et dire qu'ici il y'a la paix. Les premiers arrivés ici ont été bien accueillis, ça nous a motivé à faire de même. Et on a été bien accueillis.[9]

”

Les réseaux d'amis, de parents et les autres relations particulières permettent à ces arrivants de compter sur plusieurs types de soutiens : matériel, informationnel, émotionnel et affectif, identitaire, ainsi que la facilitation de l'accès à l'emploi.

Leur importance n'est donc pas à négliger, d'autant que cela permet aux réfugiés de faire face plus efficacement aux nombreux défis qui sont désormais les leurs, hors de leurs bases. Il faut également souligner le rôle de points focaux ou de personnes-ressources déjà présentes, créant une **chaîne de solidarité** qui oriente les nouveaux arrivants vers des lieux connus et rassurants.

11. Cohesion Sociale : Opportunités et Défis

Figure 20. Cohesion Sociale :Nuage de Mots

L'analyse du nuage de mots généré à partir des entretiens (19) fait ressortir plusieurs termes centraux tels que *« entre », « ensemble », « travail », « enfants », « femmes », « activités », « autorités »*, ou encore *« famille »*. Ces mots ne sont pas anodins : ils traduisent les préoccupations majeures des réfugiés et leur manière d'appréhender leur insertion sociale et les risques liés à la radicalisation.

11.1 Les Facteurs de Cohésion Sociale et les Règles Locales

Le maintien de la paix repose largement sur le respect des normes communautaires. Le fait d'accepter les interdits liés à certains jours de culture, ou d'éviter des zones jugées sensibles, contribue à réduire les frictions. Les réfugiés mettent aussi en avant des valeurs comme le respect, la tolérance et la participation aux activités locales.

Le nuage de mots révèle la forte présence de termes comme *« ensemble », « même », « paix »* et *« activités »*. Cela montre que la cohésion sociale se construit non seulement par la cohabitation physique, mais surtout par le fait de faire ensemble : travailler dans les champs, assister aux réunions communautaires, ou encore participer aux fêtes et pratiques religieuses.

> *“Quand on respecte la population hôte, elle comprend que nous ne sommes pas mauvais, mais simplement des gens qui ont fui.”*

Cette logique de *vivre ensemble* apparaît comme un mécanisme d'insertion qui neutralise les risques de marginalisation, tout en consolidant les liens entre familles réfugiées et communautés hôtes.

11.2 Le Rôle de la Famille et des Femmes dans la Cohésion Sociale

Les mots *« famille » et « femmes »*, très présents dans le nuage, rappellent l'importance de ces deux piliers dans le maintien de la paix. Les femmes participent activement à la régulation des conflits à travers des activités collectives, des réunions ou encore des échanges autour des enfants. Les familles, quant à elles, incarnent la cellule de base de la solidarité et de l'accueil.

En mettant en avant les enfants, les réfugiés soulignent aussi l'urgence d'une prise en charge éducative. L'absence d'école ou d'activités structurées pour les plus jeunes est perçue comme une menace à long terme pour la stabilité de la communauté. Former les enfants et leur inculquer des valeurs de respect et de paix est vu comme une condition pour que la cohésion sociale se perpétue dans le temps.

11.3 Propositions Concrètes des Réfugiés pour la Cohésion Sociale

En outre, les réfugiés proposent plusieurs solutions concrètes :

- Organiser des rencontres régulières entre réfugiés et habitants afin de prévenir les malentendus ;
- Associer les réfugiés aux travaux communautaires (routes, maisons, champs), renforçant le sentiment d'appartenance collective ;
- Créer des comités mixtes de dialogue capables de résoudre les différends ;
- Développer des activités économiques et de formation pour occuper les jeunes et réduire leur vulnérabilité.

11.4 Le Rôle Attendu des Autorités et des Acteurs Humanitaires

Les réfugiés insistent sur la nécessité d'un encadrement plus fort de la part des autorités locales et des ONG. La forte fréquence d'utilisation du mot ***autorités*** est très visible dans le nuage de mots, traduisant une attente d'arbitrage et de régulation. Les participants suggèrent notamment :

- La sensibilisation des communautés pour réduire les malentendus,
- L'organisation transparente de l'accès aux terres,
- La construction de logements et le soutien agricole,
- Le renforcement de la sécurité locale pour éviter l'infiltration de groupes violents.

L'accent mis sur le rôle des autorités montre que la cohésion sociale ne repose pas uniquement sur les interactions interpersonnelles, mais aussi sur des structures institutionnelles capables d'apporter des solutions équitables.

12. Inclusion Socio-Économique

FIGURE 21. Insertion Socio-Économique des Réfugiés dans les Localités Cibles de Notre Étude : Nuage des Mots

Le nuage de mots de la figure 21 illustre la centralité des « enfants », de l'« éducation », des « soins », du « travail » et de la « formation » dans les préoccupations des réfugiés. Ces termes reflètent une double dynamique : d'une part, la recherche d'une insertion économique à travers le travail, et d'autre part, l'importance accordée aux besoins sociaux de base tels que la santé, l'eau potable et l'éducation.

12.1 Difficultés d'Accès à l'Emploi et Précarité Économique

Les récits montrent que l'accès à un emploi stable est extrêmement limité. La majorité des réfugiés se tourne vers des travaux agricoles saisonniers ou de petits services domestiques. Le mot « travail », très visible dans le nuage, traduit cette quête constante de revenus. Cependant, plusieurs obstacles persistent :

- Manque de capital de départ pour entreprendre (commerce, artisanat, petit élevage).
- Méfiance des populations locales qui hésitent à prêter du matériel ou à confier certaines tâches spécialisées.
- Manque de documents administratifs
- Salaires inférieurs à ceux des travailleurs locaux dans certains cas, comme l'indiquent plusieurs témoignages : certains reçoivent à peine 200 à 500 francs pour une journée de travail, contre 1000 francs pour les habitants.

> *Les premiers mois, personne ne voulait me faire confiance. C'est une bénévole d'une ONG qui m'a mise en contact avec une femme qui vend au marché. Depuis, je l'aide à préparer les condiments, et elle me donne un peu chaque soir.*
>
> *« Créer des cartes professionnelles pour valider nos compétences et lutter contre l'exploitation au travail. »*

Ces expériences renforcent la perception d'une exploitation ou d'une discrimination subtile, ce qui explique la fréquence des mots comme « certains », « d'autres » ou « cas », traduisant une inégalité de traitement selon les situations.

12.2 Accès Limité aux Services Sociaux de Base

Le nuage fait émerger quatre grandes priorités : « enfants et l'éducation», « soins et santé », et « eau ». Premièrement, à propos de l'éducation, les « enfants » sont au cœur des préoccupations. Beaucoup ne sont pas scolarisés, faute de moyens pour acheter les fournitures ou régler les frais annexes. Certains parents expriment une forte nostalgie de la situation dans leur pays d'origine, où l'école était plus accessible.

Deuxièmement, en ce qui concerne la santé, l'accès aux soins est décrit comme payant et sélectif. Les frais médicaux élevés jusqu'à 10 000 FCFA pour une consultation, ce qui force certains à repartir sans payer leur ordonnance. L'absence de médicaments disponibles accentue la vulnérabilité des malades.

Troisièmement, au sujet de l'eau potable, l'attente devant les pompes ou les forages d'eau est longue, parfois plusieurs heures, et les réfugiés parfois se disputent pour pouvoir puiser de l'eau.

> *Les soins sont chers et souvent, on nous dit qu'il n'y a pas de médicaments.*
> *Les ONG devraient organiser des visites médicales gratuites dans les camps.*

Ces besoins essentiels non satisfaits fragilisent l'insertion sociale et alimentent un sentiment d'exclusion.

12.3 Stratégies d'Adaptation et Solidarité

Malgré ces difficultés, les réfugiés développent des stratégies d'adaptation

- Petites activités de survie (vente de bouillie, lessive, petits boulots journaliers).
- Appui ponctuel de membres de la communauté locale ou d'ONG (parfois en échange de travail gratuit initialement).
- Importance de la formation évoquée dans les témoignages et visible dans le nuage : couture, alphabétisation, apprentissage de métiers techniques. Ces initiatives sont perçues comme un levier d'autonomie à long terme.

> *“J'ai cherché partout, mais sans papiers c'était impossible. Finalement, j'ai commencé à vendre de la bouillie le matin grâce à la farine qu'une voisine m'a donnée.”*

12.4 Recommandations des Réfugiés et Perspectives

Les recommandations convergent autour de trois axes principaux :

- Améliorer l'accès à l'éducation : mise en place de classes supplémentaires, distribution de kits scolaires gratuits, ouverture de centres de formation professionnelle pour jeunes et adultes.
- Renforcer l'accès à la santé : consultations gratuites pour les réfugiés enregistrés, organisation de visites médicales régulières par les ONG, appui en médicaments essentiels.
- Accroître l'accès à l'eau : multiplication des forages et meilleure gestion des points d'eau afin de réduire les files d'attente et les tensions.

Enfin, les réfugiés insistent sur l'importance d'activités génératrices de revenus et de formations adaptées, afin de sortir de la dépendance humanitaire et de bâtir une insertion plus durable. En résumé, l'analyse met en évidence que l'inclusion socio-économique des réfugiés reste entravée par des contraintes financières, des discriminations salariales et des difficultés d'accès aux services sociaux de base. Le nuage de mots illustre bien ces priorités, où l'enfant (éducation, santé, avenir) est au cœur des préoccupations, tandis que le travail et la formation apparaissent comme les clés d'une insertion réussie.

13. Conclusion : Vers une Résilience Communautaire Partagée

La situation sécuritaire au Burkina Faso a poussé des milliers de réfugiés à chercher refuge en Côte d'Ivoire, pays voisin avec lequel ils partagent une longue histoire et des liens culturels profonds. Cependant, l'arrivée massive de ces populations, sans planification préalable des autorités, crée des défis importants pour l'insertion sociale et la sécurité, aggravant la précarité des communautés d'accueil déjà vulnérables.

Cette étude révèle que l'accueil des réfugiés repose largement sur les mécanismes traditionnels de solidarité. Les chefs de famille, les anciens, les leaders religieux et les autorités coutumières ont joué un rôle essentiel pour maintenir la paix et faciliter l'intégration. Les valeurs d'hospitalité ancrées dans les cultures locales ont permis d'absorber ce choc migratoire sans provoquer de conflits majeurs.

Toutefois, cette cohabitation pacifique atteint ses limites face à la pression sur les ressources naturelles comme l'eau, la terre et les pâturages. L'accès difficile aux services de base, notamment l'éducation et la santé, fragilise autant les réfugiés que les populations hôtes. La réduction des aides humanitaires aggrave cette vulnérabilité sans que des solutions durables d'insertion économique aient été suffisamment développées.

L'étude met également en lumière des aspects souvent nouveaux mais importants. Les traumatismes liés aux violences vécues au Burkina Faso nécessitent un accompagnement psychosocial immédiat. Le rôle central des femmes dans la cohésion sociale et l'économie locale, est essentiel et doit être davantage reconnu et soutenu.

Il est donc essentiel de mieux coordonner les interventions et de les renforcer pour répondre aux besoins identifiés. Les défis liés à l'accueil des réfugiés peuvent être transformés en opportunités de développement pour tous. Cela nécessite de reconnaître que cette situation s'inscrit dans la durée, d'investir dans des infrastructures, et de valoriser les mécanismes locaux de régulation sociale.

Les recommandations du rapport portent sur cinq axes prioritaires : renforcer l'insertion économique par la formation et le microcrédit ; améliorer l'accès aux services de base ; formaliser la gestion des conflits fonciers ; renforcer la cohésion sociale par des activités communes ; et inclure systématiquement les réfugiés dans les plans de développement local.

La réussite de cette insertion durable dépendra de l'engagement des autorités, de la coordination entre acteurs humanitaires et de développement, et de l'appropriation par les communautés elles-mêmes des solutions proposées. L'accueil des réfugiés burkinabè représente à la fois un défi humanitaire et une opportunité de développement partagé, à condition de transformer cette crise en dynamique inclusive bénéficiant à tous.

14. Références

1. Akindès, Francis et al. *Les Peuls dans les zones transfrontalières du Nord de la Côte d'Ivoire*. Equal Access International, 2023.
2. Amselle, Jean-Loup. *Logiques métisses : anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*. Paris : Payot, 1990.
3. Baldet, Bertrand. *Index de la résilience à l'extrémisme violent au Nord de la Côte d'Ivoire*. SEED, 2024.
4. Bazin, Jean. « À chacun son Bambara », dans *Au cœur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et État en Afrique*. Paris : La Découverte, 2005.
5. Bazin, Jean & Terray, Emmanuel (dir.). *Guerres de lignages et guerres d'État en Afrique*. Paris : Éditions des Archives contemporaines, 1982.
6. Bird, Charles & Kendall, Martha. *The Mande Hero : Text and Context*. Indiana University Press, 1980.
7. Bormand, Marthe. *Les Mossi : organisation sociale et pratiques religieuses*. Paris : Karthala, 2008.
8. Cilliers, Jakkie. *La montée du terrorisme en Afrique de l'Ouest*. Institut d'Études de Sécurité, 2004.
9. Cissé, Youssouf Tata. *La confrérie des chasseurs mandingues et la notion de personne*. Paris : Karthala, 1985.
10. Coulibaly, Katana & Falcy, L. *Aperçu de la situation socioéconomique des réfugiés et demandeurs d'asile en Côte d'Ivoire*. HCR, avril 2025.
11. Coulibaly, Sinaly. *Le paysan sénoufo*. Nouvelles Éditions Africaines, 1978.
12. Dieterlen, Germaine & Cissé, Youssouf Tata. *Les fondements de la société d'initiation du Komo*. Paris : Mouton, 1972.
13. Dieterlen, Germaine ; Cissé, Youssouf Tata ; Sylla, Diarra. *L'Empire de Ghana : le Wagadou et les traditions de Yéréré*. Paris : Karthala, 1992.
14. Dupire, Monique. *Peuls nomades : étude descriptive des Wodaabe du Sahel nigérien*. Institut d'Ethnologie, 1962.
15. Epelboin, Alain. *Médecine traditionnelle et pharmacopée chez les Malinké*. ORSTOM, 1983.
16. Goody, Jack. *The Social Organisation of the LoWiili*. Oxford University Press, 1967.
17. Hagberg, Sten. *Pouvoir et ritualité : les Peuls du Burkina Faso*. Uppsala University, 2001.
18. Holas, Bohumil. *Les Sénoufo (y compris les Minianka)*. Presses Universitaires de France, 1957.
19. Izard, Michel. *Le royaume du Yatenga : essai sur le pouvoir politique en pays mossi*. Paris : CNRS Éditions, 1985.
20. Jansen, Jan. *Mande-Manding : Background Reading for Ethnographic Research*. Leiden : CNWS, 2004.

21. Kaboré, Kader. *L'éducation coranique chez les Malinké*. Presses Universitaires de Ouagadougou, 2022.
22. Kintz, Delphine. *Pastoralisme peul : savoirs écologiques et gestion du bétail*. IRD Éditions, 2022.
23. Ky, Bonaventure. *Le sacré chez les peuples voltaïques*. 1995.
24. Levtzion, Nehemia. *Ancient Ghana and Mali*. London : Methuen, 1973.
25. Lindsey, François. *Cultures mandingues : rituels et pratiques sociales*. Éditions Sépia, 2002.
26. Meillassoux, Claude. *Anthropologie économique des sociétés africaines*. Paris : Mouton, 1964.
27. Minot, Nicholas. *Systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest*. FAO, 2020.
28. Olivier de Sardan, Jean-Pierre. *Les sociétés Songhay-Zarma (Niger-Mali) : chefs, guerriers, esclaves, paysans*. Paris : Karthala, 1984.
29. Ouédraogo, Abdoulaye. *Éducation et islam en pays malinké*. Presses Universitaires de Bamako, 2008.
30. Ouédraogo, Albert. *La parenté à plaisanterie au Burkina Faso*. Paris : L'Harmattan, 2006.
31. Person, Yves. *Samori : une révolution dyula*. Paris : IFAN, 1968.
32. Sanon, Simon. *Médecine traditionnelle et rites thérapeutiques chez les Mossi*. Université de Ouagadougou, 2003.
33. Trimingham, John Spencer. *The Influence of Islam upon Africa*. London : Longman, 1980.
34. Zahan, Dominique. *Sociétés d'initiation bambara : le N'domo, le Korè*. Paris–La Haye : Mouton, 1960.
35. Zempléni, András. *La parenté et le pouvoir en Afrique de l'Ouest*. Paris : Karthala, 1985.
36. Zoungrana, Mahamady. *Résolution des conflits en pays mossi*. CERLESHS, 2022.

15. Annexe

15.1 Méthodologie de Nuage de Mots

Méthodologie de Nuage de Mots

Le nuage de mots est une représentation graphique des données textuelles où la grandeur de chaque mot est proportionnelle à sa fréquence d'apparition dans un corpus donné. Plus un terme est mentionné fréquemment, plus il se présente en caractères plus grands, créant ainsi une hiérarchie visuelle instantanée.

Cet instrument est essentiellement utilisé pour condenser rapidement le contenu de divers documents (discours, enquêtes, articles) en soulignant immédiatement les sujets principaux, les mots essentiels et les évolutions habituelles. En convertissant des informations complexes en une représentation visuelle claire et efficace, le nuage de mots favorise l'examen, l'analyse qualitative et la transmission des concepts clés sans nécessiter une lecture intégrale.

15.1.1 Source

https ://quillbot.com/word-cloud-generator

15.2 Composantes des Familles Ethniques

Familles	Peule	Gur	Mandingue	Autres
Ethnies	Peul, Pular, Fula, Fulani/Fullah, Pular/Fula, Bororo	Lobi, Mossi, Gurunsi, Senoufo/Senufo	Malinke, Jula/Djoula/Dioula, Bobo, Bozo, Dogon, Dan/Gio/Yacouba, Kalanga	Other asian foothills, Ganda/Baganda, Pedah, Tama, Hausa, Komo/Kikomo/Kumu, Boba, Bouissi

Figure 22. Tableau des Différentes Ethnies et Leur Famille

15.2.1 Sources

- Wikipedia. Gur languages. Wikipedia.org, 2025.
- Greenberg, Joseph H. The Languages of Africa. Bloomington : Indiana University / The Hague : Mouton & Co., 1963 (révisé 1966).
- Base de Données ProGres